

# rouge

hebdomadaire d'action communiste

XXI<sup>e</sup> CONGRES DU PCF  
DOSSIER



LES POSTIERS EN  
GREVE POUR :

200 FRANCS POUR TOUS !  
1700 FRANCS MINIMUM !

POURQUOI PAS NOUS  
TOUS ENSEMBLE ?





## PTT : LA PLUS GRANDE GREVE DEPUIS 68

Jeu 17 octobre 17 heures. Au centre de tri PLM (Gare de Lyon), c'est la pause. Après une assemblée générale tenue à la cantine, une délégation massive de la brigade B (CGT-CFDT-FO) se prépare à aller voir le chef de centre. On prépare la journée du 25 octobre prévue par les confédérations sur l'emploi. La délégation comprend une centaine d'employés. Le patron refuse de la recevoir. Les gars attendent 1/2 heure assis dans le couloir. Finalement les dirigeants syndicaux sont reçus un par un. La délégation est restée deux heures dans le couloir. Nouvelles audiences pour savoir s'ils sont considérés comme grévistes. Le patron répond, impérial : « C'est à moi seul qu'appartient la décision d'infliger des sanctions administratives ». Réaction des employés : « Alors, grévistes pour grévistes, autant que ça dure. Pour deux heures, ça ne vaut pas le coup ». Une assemblée du personnel de la brigade B est aussitôt réunie. La grève est votée. Il est 19 heures, la plus grande grève des PTT depuis 68 vient de commencer.

A 20 heures, la brigade de nuit C arrive. Elle suit le mouvement après une longue AG. Entre temps, FO s'est retirée dès qu'elle a vu que ce n'était pas une simple question de délégation. Des coups de fil sont donnés à tous les centres de tri parisiens. C'est le branle-bas : « PLM est en grève ». Dans la nuit, des

### CETTE GREVE N'EST PAS UN COUP DE TONNERRE DANS UN CIEL SEREN !

Depuis quelques mois, plusieurs luttes locales ont eu lieu (Rouen-gare, Goussainville, Arcueil CT, Créteil, etc.). Déjà, il y a 15 jours, Paris-Brune est parti en grève. Or, Paris-Brune, c'est un « bastion ». Quand une boîte comme cela entre en grève, tout le monde sait que « ça va chauffer ». Et Brune a gagné pour le chantier Yvelines. En 24 heures.

Depuis 68, une trentaine de grèves de 24 heures ont été faites aux PTT. Sans grand résultat. Depuis 6 ans, les travailleurs combattifs attendaient, espéraient un grand mouvement. La détérioration continue des conditions de travail (rentabilisation, démantèlement), le manque d'effectifs ont été des motifs fréquents de luttes limitées à un centre (parce que pour ces revendications, il est possible de construire un rapport de force sur un seul centre). Mais l'inflation fait subir aux fonctionnaires une baisse violente de leur pouvoir d'achat. Il fallait agir.

déjà connue de tout le personnel : si elle porte sur tous les grands problèmes, c'est que les postiers avaient déjà formulé leurs revendications globales et qu'avec un mouvement de cette ampleur, ils ont tous compris « qu'il fallait y aller ».

Dès le début de la grève, dans plusieurs centres, le chiffrage des revendications service par service a été fait. C'est le préalable indispensable d'un contrôle effectif sur les négociations par les travailleurs eux-mêmes.

Les traditions d'organisation des postiers sont connues, les liens entre les centres s'établissent toujours très rapidement (le téléphone, connaît). Par conséquent, quand un mouvement dut partir sur un centre-clef, l'effervescence se développe très rapidement sur tous les centres.

### DES REVENDEICATIONS MOBILISATRICES

La plate-forme revendicative est exceptionnelle. Elle concerne tous les fonctionnaires : elle est un exemple pour tous

## un secteur explosif

Sur 250.000 employés, un tiers d'auxiliaires qui ne gagnent pas 1500 F par mois, n'ont pas droit aux primes. Lelong vient de leur attribuer une sucette de 150 F par an et leur a promis un statut spécial les enfermant dans leur situation d'auxiliaire.

A Paris, sur 100.000 postiers, les 4/5 sont des provinciaux montés à Paris pour trouver du boulot, dans l'espoir de redescendre un jour chez eux.

Beaucoup de jeunes scolaires plus ou moins disciplinés, sans formation professionnelle précise, ont connu les luttes de la jeunesse depuis 68 et côtoient la génération précédente qui a encore en mémoire la grève de 1953. Par delà ces différences, la

conscience d'appartenir à la même boîte est telle que la moindre attaque gouvernementale sur un service ou un secteur des PTT touche l'ensemble des postiers.

Des salaires parmi les plus faibles de la Fonction publique.

Un manque criant d'effectifs : on marche avec les « californies » c'est-à-dire les heures supplémentaires pour écouler le trafic (60 % des numéros de poste sur certains transbordements) !

Il n'en reste pas moins qu'il faut poser dès aujourd'hui la question du maintien de la mobilisation actuelle qui nous donne un rapport de force sans précédent pour régler le contentieux accumulé depuis des années.

les travailleurs. Elle exige :

- 200 F pour tous
- pas de salaire à moins de 1700 F par mois
- augmentation des effectifs (chiffrés à 6000 par la direction des services ambulants pour le tri de la région parisienne)
- titularisation des auxiliaires
- arrêt de l'embauche d'auxiliaires
- embauche de titulaires
- amélioration des conditions de travail.



photo ADJA

assemblées du personnel ont lieu. Les réformistes accompagnent le mouvement, ils pensent au 25 octobre.

Vendredi matin à Paris-Brune, en brigade B, l'assemblée du personnel décide la grève sur la plate-forme du PLM (200 F pour tous, 1700 F minimum, effectifs, conditions de travail, titularisation des auxiliaires).

En 24 heures, l'ensemble des bureaux-gares et centres de tri parisiens est en grève.

Lundi, la grève se poursuit. Elle s'étend rapidement à la province. Mardi soir, nationalement, l'ensemble du tri est en grève.

Mardi matin, les postaux (bureaux de postes) partent massivement à Paris. Encore une fois, l'extension est rapide.

Mardi aussi, les Chèques Postaux à Paris Bourseul entrent en grève illimitée. Montparnasse suit mercredi. Mardi toujours, le Centre National des Etudes Téléphoniques et le ministère (pour la première fois de son histoire) sont en grève pour 24 heures. Mardi enfin, le matin, les flics évacuent Caen-gare et Rouen-gare occupés depuis la veille.

La grève devient générale sur les PTT.

Massivement, l'exigence du paiement intégral des jours de grève est retenue, comme préalable aux négociations. L'échelle mobile des salaires correspond aussi aux préoccupations des postiers : ainsi, elle avait, avant la grève, été retenue par la CGT et la CFDT à St Lazare. Il faut maintenant encore exiger cette revendication, sur indice des organisations syndicales, pour garantir face à l'inflation les acquis futurs de la lutte.

### CONTROLLER NOTRE LUTTE

Il n'y a pas eu depuis 68 d'expérience massive d'auto-organisation des postiers. Au cours de cette grève, la question est pourtant présente partout.

Ainsi, au PLM, sentant la volonté des travailleurs de contrôler leur lutte, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) a proposé la constitution de « comités de grève intersyndicaux par service avec un délégué CGT, un délégué CFDT et un délégué FO ». La Taupe Rouge diffusée lundi matin répondait à la proposition en proposant l'élection de « délégués de lutte.

c'est à dire les travailleurs les plus représentatifs des grévistes ». Et si, par exemple, il n'y a pas de militant FO, pourquoi n'élirait-on pas un non syndiqué combatif ? De façon inflexible, chaque problème concret soulève la question de l'auto-organisation des grévistes (popularisation, sécurité, cantine, animation, information, etc.). Des commissions de travail ont été constituées (popularisation, sécurité, cantine, animation, information, etc.). Pour la popularisation, par exemple, qui décide du contenu d'un tract aux usagers ? S'il s'agit de faire une banderole avec l'argent collecté auprès des grévistes eux-mêmes, qui décide le mot d'ordre de la banderole ? Quand les commissions de discussion et d'élaboration sont constituées, quel est leur fonctionnement ? Une commission sur les formes de lutte élira-t-elle un représentant pour rapporter en assemblée du personnel ? Quels sont ses rapports avec l'intersyndicale ? L'intersyndicale monopolisera-t-elle les discussions et les informations ? C'est bien sûr à l'assemblée du personnel de trancher.

## MANIFESTATION !

10.000 à Paris  
sous des trombes d'eau !

Mercredi 10 heures était prévue une manifestation des bureaux-gares. En fait, tous les secteurs des PTT étaient là.

Les cortèges arrivent en prenant les mots d'ordre de la plate-forme revendicative. Un drapeau rouge se déploie d'un balcon du ministère, l'Internationale monte de la manifestation. Devant une telle combativité, Lelong jugea préférable de recevoir la délégation syndicale, lui qui ignorait jusqu'à présent l'existence de la grève : c'est un point marqué contre le gouvernement, mais nous sommes encore loin du but et si tous les cortèges ont rejoint leurs bureaux et centraux en manifestation dans les mètres qui retentissaient de mots d'ordre, il n'en reste pas moins qu'il faut poser dès aujourd'hui la question du maintien de la mobilisation actuelle qui nous donne un rapport de forces sans précédent pour régler le contentieux accumulé depuis des années.



photo ADJA





## POURQUOI PAS NOUS ?

700.000 chômeurs. Une hausse des prix qui marche vers les 18 % pour 74. A Chrysler-France : 20.000 ouvriers en chômage pendant deux jours. La taxe de raccordement du téléphone qui sera doublée. Quel bilan serait plus éloquent pour un régime qui se voulait composé de techniciens de l'économie, résolutions optimistes, et de politiciens qui promettaient le « changement sans risque » ?

Le régime s'efforce de plus en plus pesamment de maintenir une image libérale : Histoires d'A, Un Condé, Léopold Trepper ont accès aux écrans. La bourgeoisie française s'ennorgueillit d'avoir « les chômeurs les mieux payés d'Europe ». On risque une petite réforme sur le Conseil constitutionnel...

Mais au fur et à mesure que la situation se détériore, le sourire gouvernemental se crispe de plus en plus en rictus : quand l'ORTF se met en grève, le pouvoir envoie les flics entourer la maison de la radio ; quand les mineurs de Faulquemont occupent le siège des HBL, il détache ses brigades spéciales. Aux postiers qui occupent leur centre à Rouen, à St-Etienne, à Caen, à La Rochelle, à Marseille, à Dijon, c'est encore avec ses flics qu'il répond. Que de hargne anticommuniste trop longtemps contenue quand Poniatowski se permet d'attaquer le Parti communiste « totalitaire » et « fascisant », comme le faisaient ses semblables il y a vingt ans pour faire trembler les campagnes... Quel mépris des travailleurs, chez ce Lelong aux idées courtes qui fait office de Secrétaire d'Etat aux PTT : « travailler dans un centre de tri est, si j'ose dire, l'un des métiers les plus idiots qui soient ». Voilà tout ce qu'il trouve à dire, le brave homme, quand ses salariés arrêtent le travail...

Mais la classe ouvrière n'est pas prête à avaler des légions de couleuvre sans réagir.

Depuis septembre, dans des dizaines d'entreprises menacées de fermeture ou de licenciements massifs, les travailleurs ont dit NON et décidé l'occupation.

Mais ce sont les postiers qui ont véritablement donné le ton de la rentrée. Eux, qui avaient le « privilège » de cumuler des salaires ridicules, des conditions de travail épouvantables et des effectifs réduits au minimum, ils ont explosé d'une colère trop longtemps contenue déclenchant un mouvement de grève comme on n'en avait jamais vu depuis 68 dans les PTT.

Leurs mots d'ordre ? ce sont ceux de millions de travailleurs :

Face aux 18 % d'inflation, au coup d'arrêt sur les salaires, ils ont dit : 1700 F minimum, 200 F pour tous. Aux 700.000 chômeurs annoncés par le gouvernement, ils ont répondu : augmentation des effectifs, titularisation immédiate des auxiliaires et arrêt de l'embauche de personnel non-titulaire.

La lutte qu'ils ont engagée, dans des dizaines de villes, les travailleurs de la Fonction publique la suivent en se disant : pourquoi pas nous ? pourquoi pas tous ensemble ?

F.L.



Mais encore faut-il que celle-ci en ait les moyens réels (exemple : préparation des décisions par des discussions en petits groupes où tout le monde peut s'exprimer, puis discussion en assemblée avant le vote). Mais si un problème urgent se pose (ce qui peut arriver pendant l'occupation) et qu'on n'ait pas le temps de réunir une assemblée du personnel, il faut que ceux qui prennent la décision soient réellement représentatifs des grévistes car ils agissent en leur nom, en les engageant.

Au travers de la lutte, une éducation profonde est acquise par les grévistes : la démocratie ouvrière est une nécessité concrète, chaque gréviste peut le vérifier.

### UN PROBLEME-CLEF : L'OCCUPATION DES CENTRES

Plusieurs centres de tri ont été occupés : Caen-gare, Rouen-gare, St Etienne-gare, Marseille-gare. A chaque fois, les flics sont intervenus. Le gouvernement redoute l'occupation. La grève active est à l'ordre du jour. Déjà, depuis le début de la grève, les employés se réunissent en assemblée à la prise de service de chaque brigade. L'occupation est indispensable à l'unité de la lutte, pour ne pas rentrer chacun chez soi. Le gouvernement l'a compris, il veut répondre à chaque occupation au coup par coup : la riposte est simple, occupation de tous les centres ! Les flics ne pourront rien faire ! Mais l'occupation, ce n'est pas seulement rester sur les centres, c'est inéluctablement la question de la participation des grévistes à la lutte qui est posée. C'est la possibilité de tisser des liens beaucoup plus solides entre les employés (problème des crèches sur le centre). C'est la possibilité de rendre encore plus précises les revendications d'effectifs. C'est permettre aux grévistes de suivre à tout instant le déroulement de la grève sur l'ensemble des PTT. Et quand l'administration voudra bien ouvrir les négociations, c'est la possibilité d'organiser le contrôle des travailleurs sur celles-ci.

### COMMENT NEGOCIER ?

Les revendications sont globales, les négociations doivent l'être aussi. Il est probable que l'administration veuille engager des négociations tournantes, effilochées, localisées... sur les effectifs et les conditions de travail. Il ne faut pas tomber dans ce piège. La première revendication, c'est celle des salaires. Mais les effectifs aussi nécessitent des négociations globales, quitte à ce qu'elles soient poursuivies localement en fonction d'un chiffre établi service par service.

Enfin, après chaque séance de négociations, il faut consulter tout le personnel. Cela suppose des compte-rendus écrits des négociations et aucun engagement avant consultation du personnel. C'est la seule voie pour que les décisions prises soient effectivement représentatives de la volonté de tous les grévistes.

23 octobre 74



# L'ACCORD D'OCTOBRE ?



90 % du salaire pendant un an, en cas de licenciement pour motif économique. « Nous sommes le pays le plus avancé sur le plan de l'aide aux chômeurs ». Telle est la conclusion que tire l'ensemble des commentateurs bourgeois, après l'accord du 14 octobre entre le patronat et les syndicats. Accord qui prévoit une allocation supplémentaire d'attente aux salariés licenciés pour motif économique. Comme par hasard, il intervient au moment même où le nombre de chômeurs atteint 700.000 en France, si l'on se réfère aux statistiques des organisations syndicales (voir ci-contre). Le gouvernement et le syndicat essaient de préparer les travailleurs à la perspective du chômage. Avec un texte suffisamment vague pour que l'interprétation la plus restrictive puisse être donnée.

Cet accord était prévu depuis longtemps par le CNPF. Lors de l'Assemblée générale de janvier dernier, les patrons avaient expliqué leurs positions : les travailleurs devaient s'habituer à perdre leur travail et à la nécessité de la reconversion ; il faudrait, en conséquence, renforcer les dispositifs d'aide aux chômeurs existants par le biais d'une concertation avec les syndicats. En plus clair, il s'agis-

sait de réaffirmer le droit des patrons à disposer des travailleurs suivant les impératifs du profit et surtout de mettre en plan un système qui éviterait les abcès de fixation qu'ont été Lip, Rateau, Larousse, ou le « France ». Ces luttes étaient toutes parties d'un refus catégorique des licenciements et du démantèlement de l'entreprise. En offrant une garantie de salaire de un an, les patrons espèrent ainsi pouvoir

briser l'unité d'un personnel en lutte. L'accord répond, par ailleurs, d'un objectif bien précis de la bourgeoisie dans la situation actuelle de montée du chômage. Messmer avait annoncé la couleur en mars dernier. Giscard et Chirac, après avoir évacué le problème pendant les « cent jours » sont maintenant obligés de reconnaître la nécessité d'un certain chômage en France comme solution à la menace de crise. Il faut donc préparer la classe ouvrière à cette perspective et désamorcer les ripostes qui pourraient voir le jour. Cette mesure ne coûte pas trop cher à l'état. Seuls 120.000 chômeurs en profiteront dès l'entrée en vigueur de l'accord. Et, de plus, le financement sera assuré par une augmentation des cotisations aux ASSEDIC (4/5 pour les patrons, 1/5 pour les travailleurs). Mais cette mesure pourrait poser un gros problème à la bourgeoisie car elle suppose que le niveau de chômage n'atteigne pas d'ici l'hiver celui qui existe actuellement en Allemagne (1.000.000 de chômeurs). La note deviendrait alors trop lourde à payer. Déjà, le 22 octobre, les négociations avec le gouvernement ont éclaté sur la question de l'indexation sur l'inflation de la part du projet financé par l'état.

Et c'est pourquoi le texte même de l'accord laisse planer des ambiguïtés et reste, sur certaines clauses, très restrictif. Ainsi l'ouverture du droit à l'allocation suppose « un motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel » qui justifie le licenciement. S'agira-t-il de tous les licenciements provoqués par une restructuration ? Ou bien seulement ceux annoncés par des entreprises en difficultés (baisse du bénéfice d'exploitation ou faillite) ? De même, ne pourront bénéficier de l'allocation ceux qui, « sans motif

valable », auraient refusé un stage de formation ou un emploi proposés par l'agence de l'emploi. C'est déjà un retrait par rapport à la possibilité donnée aux chômeurs actuellement secourus de refuser jusqu'à trois emplois. Que pourront faire les travailleurs auxquels sera proposée une place correspondant à leur qualification, à trois cents kilomètres de chez eux ? Au-delà des ambiguïtés, l'accord reste restrictif sur deux points essentiels. D'abord les plus de soixante ans n'auront pas le droit à l'aide c'est-à-dire qu'ils seront mis d'office à la pré-retraite avec un niveau égal aux 2/3 seulement de leur salaire. Ensuite le secteur du bâtiment n'est pas couvert par l'accord. Et quand on sait que c'est là que se pose, actuellement, de la façon la plus aiguë, les problèmes du chômage... Certes, l'état envisage par contre de faire bénéficier de l'allocation sur les auxiliaires des services centraux et des collectivités locales. Mais il ne s'agit là que d'une réponse à une mobilisation puissante pour la garantie de l'emploi, notamment dans l'éducation nationale.

Contrairement à ce qu'affirment les directions syndicales, il n'y a pas de quoi crier victoire à la suite de l'accord du 14 octobre. C'est un progrès, certes. Mais c'est surtout un moyen pour les bureaucraties ouvrières de faire dévier les luttes qui s'engageraient sur la question de l'emploi : Face au « Non au licenciements, non au démantèlement ! » des travailleurs de Lip, les directions syndicales pourront maintenant opposer « Application juste et intégrale de l'accord du 14 octobre ! ». Une façon d'accepter le droit des patrons à licencier. Les travailleurs, eux, ne veulent pas être les chômeurs bien payés. Ils veulent la garantie de l'emploi dans leurs entreprises.

## VERS LE MILLION DE CHOMEURS ?

Pour certains, il y a aurait aujourd'hui 150.000 chômeurs en France. Pourquoi ? Parce que 150.000 travailleurs bénéficient aujourd'hui du fond de chômage et des allocations complémentaires des ASSEDIC. Mais pour avoir droit à ces allocations, il faut avoir déjà travaillé, ce qui exclut d'office les jeunes à la recherche d'un premier emploi, et avoir cotisé aux ASSEDIC les mois précédant la mise en chômage, ce qui exclut également les femmes ayant cessé de travailler pour élever leurs enfants. Pour d'autres, il y aurait aujourd'hui 500.000 chômeurs. Pourquoi ? Parce que c'est le chiffre des demandes d'emploi non satisfaites. Mais il s'agit des demandes recensées par l'agence nationale pour l'emploi. Beaucoup de chômeurs en ignorent l'existence ou refusent de s'y inscrire. Pour les syndicats ouvriers enfin, il y aurait aujourd'hui 700.000 chômeurs.

Mais qu'il y ait 150.000, 500.000, ou 700.000 chômeurs, la riposte de la classe ouvrière doit se situer sur un même terrain. Les travailleurs ne sont

pas responsables de la non-compétitivité de telle ou telle entreprise. Ils doivent refuser tout licenciement, tout démantèlement, même pour motif « économique ». S'il y a baisse de la production à l'usine, le patron n'a qu'à réduire les cadences et diminuer le temps de travail. Mais sans réduction des salaires. Les travailleurs ne sont pas responsables des récessions provoquées par l'anarchie du système capitaliste. C'est aux patrons de payer en minimisant leurs profits. De façon générale, les travailleurs doivent exiger l'échelle mobile des heures de travail. Cela veut dire que le temps de travail est indexé sur le volume du travail à effectuer, avec maintien intégral du salaire. Ainsi peut être évité le chômage, par le partage entre tous les bras disponibles du travail à faire.

**Non aux licenciements, non au démantèlement !**

**Réduction du temps de travail sans diminution de salaire !**

**Echelle mobile des heures de travail !**

## sécurité sociale

Giscard peut s'estimer satisfait. Son projet de réforme de la Sécurité sociale a été adopté, jeudi, au Parlement par 273 députés contre 203. Oh, certes il y a eu de la rogne et de la grogne dans les rangs des élus gaullistes. Chirac a dû venir en personne, sur le coup de minuit, pour expliquer le bien-fondé de son projet. En fin de compte, quinze UDR se sont retrouvés aux côtés de la gauche lors du vote et deux « indépendants » se sont abstenus.

Mais plus qu'une opposition politique, ce geste a signifié pour le gouvernement un avertissement de la part d'une fraction de la majorité. Car qui peut oublier que ceux qui, aujourd'hui, se drapent dans un semblant d'indépendance vis-à-vis du pouvoir, sont ceux-là même qui, en 67, votaient les fameuses ordonnances (cf. Rouge n° 266).

La « compensation » votée jeudi trouve dans ces ordonnances un grave précédent dans l'atteinte à l'une des plus grandes conquêtes de la classe ouvrière.

### SOUS LA DEMAGOGIE : LES INTERETS DU CAPITAL

Les débats parlementaires ont permis de lever le voile qui recouvrait des aspects « ambigus » de la réforme.

D'abord et avant tout, le milliard huit cent millions que le régime général avait « prêté » aux régimes indépendants en 74 est décrété avance à fonds perdus, c'est-à-dire perdu tout court. Ça laisse présumer de ce que deviendront les quatre millions

supplémentaires remboursables sous la forme de la taxe sur l'alcool (cf. Rouge 266).

Chirac proposait d'étendre la Sécurité sociale à tous. Après réflexion, messieurs les députés de la majorité ont découvert que cela coûterait huit milliards supplémentaires. Alors le premier ministre l'a remplacé par une « protection minimum pour tous ». Eh bien, parlons-en un peu de cette « protection minimum ». C'est, ni plus ni moins, une protection sociale très largement inférieure à ce qu'est actuellement celle accordée par la Sécurité sociale. En d'autres termes, les salariés ne seraient plus que partiellement couverts

## UNE REFORME SCCELERATE

contre la maladie, les accidents, pour la retraite, etc...

La suite est facile à deviner. Les assurances privées offriront aux plus aisés leurs bons services, tandis que les travailleurs resteront couverts par ce minimum qui, au dire même de nos hommes d'Etat, risque d'être vraiment minime.

Il semblerait que les clans d'œil gouvernementaux au privé ne s'adressent plus seulement à l'ORTF et aux PTT.

Un point cependant sur lequel Chirac a dû reculer : c'est sur l'application immédiate de cette « réforme ». L'Etat a promis que de 75 à 78, les frais occasionnés par le déficit des régimes indépendants seraient pris en charge par le budget national. Promesse qui vaut ce qu'elle vaut et qui sera tenue en fonction du rapport de force que sauront établir les travailleurs.

### POUR UNE RIPOSTE IMMEDIATE

Si la « compensation » n'a été votée que jeudi, les scélératesses de la bourgeoisie en matière de Sécurité sociale ne datent pas d'aujourd'hui.

Dans les centres, les conditions de

travail des employés se sont détériorées. Les effectifs manquent. Le pouvoir d'achat diminue. La « réforme » ne peut qu'aggraver tout cela car c'est la disparition de la Sécurité sociale que le pouvoir vise.

Et cela, c'est l'affaire de tous les travailleurs.

Le déficit des régimes indépendants doit être comblé par l'Etat et non par des fonds retirés au régime général.

Quant à la Sécurité sociale pour tous : très bien, mais à une condition sine qua non : c'est que la couverture ne subisse pas un nivellement par le bas. Là encore l'Etat peut et doit payer, lui qui gaspille chaque année des milliards pour l'armée et la police.

Les ordonnances de 67 avaient suscité une immense riposte du mouvement ouvrier. L'attaque en règle que subit aujourd'hui la Sécurité sociale doit connaître une réponse similaire de la part de tous. S'en tenir à une ou deux journées d'action serait entériner une des plus grandes scélératesses anti-ouvrières de Giscard. La Sécurité sociale c'est l'affaire de tous les travailleurs. La bourgeoisie doit reculer.





# LES BRIGADES SPECIALES CONTRE LES MINEURS

Contre les grévistes qui occupaient le siège de la direction générale pour défendre leur emploi, c'est une véritable milice anti-ouvrière qu'ont envoyée le patronat et le gouvernement.

Le 27 septembre l'exploitation du charbon à Faulquemont s'est arrêtée. F.O., la CGT et la CFDT avaient appelé à une journée de grève. Celle-ci s'est transformée en grève illimitée avec occupation du puit et refus de démonter les installations. Le lendemain, pour soutenir la lutte, 16 municipalités ont démissionné de leur fonction.

Le 22 octobre les mineurs de Faulquemont manifestaient à Paris et occupaient pendant 2 heures le siège des Charbonnages de France. Devant le refus de toute discussion de la direction, ils décident d'occuper la direction générale des Houillères du Bassin Lorrain à Merlebach. Peu après les flics encerclent le bâtiment et isolent les grévistes. Il a fallu l'intervention d'un ingénieur des mines de la préfecture pour que les délégués mineurs CFDT du secteur jour de Merlebach puissent effectuer une ronde de sécurité et ainsi établir le contact avec ceux de Faulquemont.

## SOLIDARITE OUVRIERE ET REPRESSION

Autre exemple de solidarité ouvrière, autre exemple de répression: en apprenant l'isolement de la direction générale les conseils municipaux démissionnaires décident de tenir leurs réunions en présence des mineurs. Ils sont refoulés à l'entrée des bâtiments par la police, puis, alors qu'ils étaient rassemblés dans la salle des fêtes de Merlebach, ils sont chargés par les flics à l'intérieur de la salle; Bastian, maire de Faulquemont, ancien délégué mineur fut blessé à la tête. A partir de ce moment la présence des flics se fait plus discrète (les abords immédiats de la direction générale sont évacués) mais tout aussi efficace. Et vers minuit arrivent les brigades de sûreté de la voie publique, armés de mousquetons et de matraques. Aussitôt ils attaquent les mineurs occupant la direction générale, en blessant six à la tête à coup de crosse. Le tocsin et les sirènes rassemblent 400 personnes à une heure du matin, mineurs et femmes de mineurs, devant la direction générale protégée par plus de 300 CRS.

## POUR L'UNITE SYNDICALE

Le lendemain matin des prises de parole sur tous les puits de la région expliquent ce qui s'est passé, des débrayages de solidarité d'une heure sont organisés. L'intersyndicale, réunie, ne parvient pas à se mettre d'accord sur le mot d'ordre de grève générale. Les directions syndicales sont divisées. Bruck, secrétaire général CGT déclare: « Ce n'est pas la peine d'engager une action d'envergure car tout le monde n'a pas été frappé » (!). La CFDT, elle, lance un mot d'ordre de grève générale qu'elle suspend peu après.

La lutte n'est pas finie et une action d'envergure pourrait être envisagée prochainement. La journée du 25 octobre sera un test à cet égard.

## LES LECONS DE LA REPRESSION

Les semaines écoulées ont fait faire l'expérience de la répression policière. Elles ont montré comment la bourgeoisie exerce sa violence contre une mobilisation ouvrière. Les journaux locaux eux-mêmes notaient que les brigades spéciales anti-gangs de la sécurité publique de Metz qui ont donné l'assaut étaient composées de jeunes civils bien entraînés, ayant l'habitude des actions de commandos. Une véritable milice anti-ouvrière! D'autre part deux gendarmes sont venus à l'école de Grérange pour savoir dans quelles conditions M. Berger, directeur de l'école, assurait son service. M. Berger est le maire démissionnaire de Grérange ils soutient activement les grévistes. La FEN et le SNI ont protesté contre cette « enquête ». Les leçons multiples posent tout le problème de l'auto-défense ouvrière, de la nécessaire prise de conscience pour préparer concrètement, jour après jour, en ripostant contre les attaques des flics, la prise en charge par les travailleurs de la violence révolutionnaire nécessaire pour détruire l'état bourgeois.

## ORTF

Devant la combativité réelle des travailleurs de l'Office, les directions syndicales ont réussi à casser le mouvement en trois jours, après avoir refusé la perspective de la grève générale pendant trois semaines. Malgré un trafic de votes, les 2/3 du personnel s'étaient prononcés pour une poursuite du mouvement. Et c'est contre la volonté des travailleurs que l'intersyndicale a décidé de stopper la grève. Parce que « le temps n'était pas à l'extension du conflit » et qu'« il ne fallait pas dresser le public contre l'ORTF ».

Dans ce contexte, la création d'un comité de lutte prend toute sa signification. Il regroupe des travailleurs combattifs de l'office, syndiqués appartenant à toutes les organisations (CGT, CFDT, FSU, SNJ) ou non-syndiqués, décidés à enrayer la démobi-

lisation et à répondre à toute nouvelle attaque. Il ne s'agit pas d'un comité anti-syndical, amis d'un comité cherchant à réunir les travailleurs de l'office autour de mots d'ordre préservant l'unité de tous les personnels de l'office. La première tâche est de riposter à l'annonce de 489 nouveaux licenciements qui touchent les administratifs, l'informatique, les services et les journalistes. Licenciements qui s'ajoutent aux 3000 suppressions d'emploi déjà prévues. Riposte qui ne peut naître des atermoiements des directions syndicales et du refus des militants du PCF à l'action, mais qui suppose une unification du personnel dans la lutte, sur une plateforme pour la défense de l'emploi:

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT  
NON AU DEMANTELEMENT  
REINTEGRATION DES LICENCIÉS  
STATUTAIRES OU NON  
STATUT UNIQUE POUR TOUS**

## Dernière minute:

Le SNJ et le syndicat FO des journalistes ont déposé un préavis de grève de 48 heures, reconductibles, pour la semaine prochaine. Il faut pousser les autres directions syndicales à s'associer au mouvement et à préparer une grève générale reconductible qui riposte aux menaces qui pèsent sur l'ensemble des travailleurs de l'ORTF.

## MARCHAND DE

## SOMMEIL:

## ASSEZ! GREVE DES LOYERS!

Une chambre pour cinq, 110 F. de loyer par locataire, des vitres cassées non réparées, une douche pour dix, un chauffage

défectueux .... C'est un foyer de travailleurs à Grangville. La direction, pas gênée, décide d'augmenter les loyers de 40 F. (30%).

Les travailleurs ripostent: grève des loyers, mise en demeure de faire toutes les réparations nécessaires; et s'organisent: election en assemblée générale d'un comité de locataires qui met en place la popularisation (diffusion de tracts, prise de parole)

La direction a tenté de casser le mouvement en faisant intervenir les consulats sénégalais et algérien. Peine perdue, la lutte continue et s'étend même à un autre foyer. Mais le soutien est nécessaire et pour briser l'isolement la popularisation de cette grève doit se développer.

**FRANCAIS IMMIGRES: UNE SEULE CLASSE OUVRIERE!**

## CONFERENCE DE PRESSE DE LA CGT: LE PLAN PATRONAL C'EST 6000 LICENCIEMENTS A LA SNIAS

Il y a un mois, la presse et la radio annonçaient que la SNIAS licencierait 6000 personnes, sur un effectif total de 40.000 travailleurs.

La direction générale faisait un démenti: en réunion de comité d'établissement, le PDG Cristofini osait même répondre à la question d'un représentant syndical sur les 6000 licenciements annoncés par le journal « Entreprise »

« Dans cet article, le journal Entreprise s'est abaissé au niveau du journal Minute. Je ne réponds jamais à Minute, c'est pourquoi je n'ai pas répondu à Entreprise ».

Or un document patronal rendu public au cours d'une conférence de presse tenue par le CGT le 21 octobre montre que les licenciements sont bel et bien prévus, planifiés, organisés scientifiquement:

Ce document patronal précise en effet:

Au total, 6260 emplois supprimés, sans tenir compte des répercussions sur les sous-traitants de la SNIAS.

Par usine:

Saint-Nazaire	1640 emplois supprimés soit	54% des effectifs
Meaulte	1295	587% des effectifs
Nantes	875	29% des effectifs
Toulouse	815	9% des effectifs
Bourges	450	12% des effectifs
Marignane	295	4% des effectifs
Les Mureaux	36	1% des effectifs

C'est donc un véritable démantèlement qui est organisé et le même document patronal note: « compte tenu de l'ampleur des licenciements envisagés et des possibilités limitées de réembauche... la panoplie des instruments de l'état pour faciliter le reclassement risque de ne pouvoir jouer qu'un rôle insuffisant ».

On ne peut être plus clair...

Pour faire échec à ce plan, la seule solution c'est la lutte: Les travailleurs de Toulouse ont réussi grâce à la grève avec occupation qu'ils ont menée fin septembre, à faire annuler les huit licenciements prévus.

Le plan actuel est global: il touche toutes les usines au niveau national. La riposte devra donc être à ce niveau, pour être efficace.

## NEOGRAVURE: UN ENJEU DE TAILLE

Le 31 octobre la Néogravure la plus importante imprimerie de France. (6000 travailleurs) risque d'être mise en liquidation. La Néogravure est le géant du Livre 50% du marché de l'impression, contrôlée par la banque de Paris et des Pays-Bas (qui détient Hachette, les NMPP, d'importantes papeteries).

La mise en liquidation apparaît comme l'arme des patrons pour activer la restructuration des secteurs. Offset et Héliogravure. Après les 9000 suppressions d'emploi du Livre dans la région parisienne depuis 6 ans, c'est l'attaque la plus frontale dans le Livre, contre l'emploi, contre les importants acquis ouvriers dans l'imprimerie.

D'ici le 31 octobre il est possible d'établir un rapport de

forces. Le 23 à St Ouen se constitue un comité de surveillance des discussions dans les bureaux de la direction.

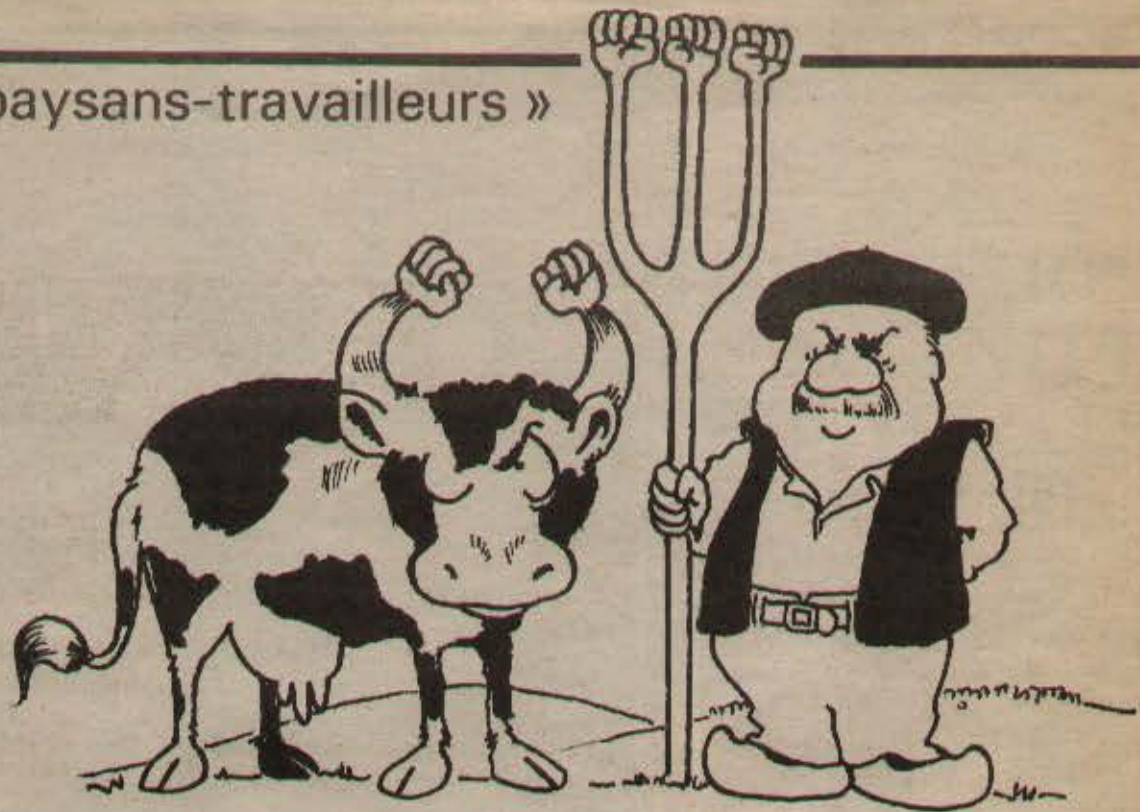
Le 24 vote à bulletin secret pour le principe de l'occupation de toutes les entreprises de la Néogravure si la fermeture est prononcée.

Le 2 octobre: participation du rassemblement parisien dans la semaine, meetings locaux de soutien à Corbeil, St Ouen...

**Faute de place, Rouge n'a pu aborder en détail l'importante lutte de Néogravure. Nous y consacrerons un article détaillé dans le prochain numéro du journal.**



# VERS UN SYNDICAT DE CLASSE DANS LA PAYSANNERIE



Les 19 et 20 octobre se tenait à Rennes la réunion constitutive de l'Association nationale des paysans-travailleurs. Une longue préparation a précédé cette initiative ; un projet de plate-forme amendé par les groupes de base paysans travailleurs, 90 délégués élus après discussion plus de 300 participants. Ces militants occupent aujourd'hui l'avant-scène des luttes de classe à la campagne, occupations de terres, lutte contre les industriels agro-alimentaires en commun avec les travailleurs de ces entreprises, marche sur le Larzac sont entre autres à mettre à leur actif.

Ces journées des paysans travailleurs sont une étape décisive après celle d'Orléans en décembre 1972. Plus peut-être par l'unification des objectifs du mouvement et la concrétisation d'une organisation que par l'approfondissement des analyses de la situation des paysans dans les rapports de production. Mais par leur richesse, dont on pourra juger dans les lignes qui suivent, les débats entamés sont capitaux pour le développement d'une pratique révolutionnaire de masse dans les campagnes et pour la réalisation des luttes d'une alliance de classe ouvriers-paysans.

## EXTRAIT DE LA PLATE-FORME PREPARATOIRE :

« Il y a place à l'heure actuelle en agriculture pour un syndicalisme de classe qui se fixe pour objectif la défense des paysans exploités par le capital et condamnés à court et moyen termes par l'évolution capitaliste.

En décidant de créer ce syndicat, les paysans travailleurs appellent tous les paysans, qui ne croissent ni ne s'agrandissent sur le dos des salariés et des autres paysans à les rejoindre pour organiser leur défense ».

En créant un syndicat de classe, les paysans travailleurs se donnent pour objectif une société de type socialiste, dans laquelle les travailleurs devront exercer directement leur pouvoir.

Ils expliquent que seul ce type de société permettra de changer radicalement la situation d'exploités qui leur est faite dans la société capitaliste.

## LES OBJECTIFS DU MOUVEMENT

Refusant de devenir des prolétaires, refusant de subir la domination des trusts de l'agro-alimentaire en tant que petits producteurs exploités sous des formes particulières, ils affirment à juste titre que seule la lutte directe contre leurs adversaires de classe (firmes capitalistes coopératives ou privées, paysans capitalistes, pouvoir politique) menée en commun avec ceux qui subissent cette condition prolétaire et l'exploitation directe de leur travail par le capital, permettra d'instaurer cette société socialiste.

Les paysans travailleurs avancent des revendications qui correspondent aux besoins immédiats des travailleurs paysans tout en comprenant la nécessité de lier ces revendications immédiates à leur objectif fondamental, l'instauration du socialisme.

Les journées nationales ont permis d'unifier les objectifs immédiats qu'ils se donnent :

- Le droit au travail pour tous - en luttant pour le contrôle de la destination et de la répartition des sols par les petits et moyens paysans, en créant des comités d'action et de défense.

- en contrôlant l'implantation des ateliers de production (la politique actuelle du pouvoir visant à grossir les unités de production déjà existantes plutôt que d'en créer de nouvelles chez les petits agriculteurs).

- en s'opposant aux saisies chez les paysans exploités « mis en faillite ».

- La résistance à la dégradation des conditions de vie et de travail des paysans exploités.

- La résistance à la dégradation des conditions de vie et de travail des paysans exploités, dégradation due aux effets du type de progrès technique (course à la productivité, concurrence accrue entre paysans, cadences de travail accrues) et à la

recupération des gains de productivité par les firmes.

- L'obtention de prix garantissant la rémunération du travail paysan : par la lutte pour des prix de revient établis en fonction des conditions moyennes de production, prix établis par quantas de production (dégressif au dessus d'un certain volume de production ce qui permet de réduire les inégalités entre paysans).

- La lutte contre la hiérarchie des revenus -

- en exigeant la suppression des primes de quantité et de productivité, répercutée sous forme d'augmentation uniforme du prix de base.

- en exigeant l'augmentation des prix par quantum et non en pourcentage.

Parmi les 300 paysans travailleurs qui ont participé à ces journées nationales, la conscience était claire que leur combat immédiat est un combat de survie, que même s'ils arrachent des concessions importantes, l'exploitation du travail paysan ne sera pas supprimée de façon durable dans le cadre de la société capitaliste.

## QUELLES FORMES DE LUTTE ? QUELLES ALLIANCES ? QUELLE ORGANISATION ?

Pour gagner sur ces objectifs immédiats, ils affirment la nécessité d'établir un rapport de forces par des actions de masse entraînant les paysans exploités face aux adversaires de classe.

Les formes de lutte qu'ils avancent sont très proches de celles que préconisent et qu'impulsent les marxistes-révolutionnaires dans les entreprises où ils le peuvent.

- AG souveraine au cours des luttes

- LIRE « VENT D'OUEST », s'y abonner c'est

- S'INFORMER SUR LES LUTTES PAYSANNES,

- C'EST COMPRENDRE la situation faite aux couches exploitées de la paysannerie dans le capitalisme.

- C'EST DEJA UN SOUTIEN AUX LUTTES MENEES sur une base de classe par les paysans exploités.

- C'EST UN PAS VERS LA CONSTITUTION DE L'ALLIANCE DE CLASSE ANTI-CAPITALISTE !

- prise en charge de la lutte par tous ceux qui y sont impliqués

- négociations à partir de mandats précis contrôlables par les travailleurs en lutte.

Ils affirment donc la nécessité de souder tous les paysans exploités, de l'alliance avec les ouvriers industriels pour limiter l'exploitation des travailleurs dans le présent et pour instaurer une société où l'exploitation du travail sera abolie.

Cette référence à la nécessité d'une alliance avec la classe ouvrière n'est pas purement formelle elle s'est déjà traduite dans les luttes menées en commun, après une élaboration commune préalable des revendications des différentes couches de travailleurs par-delà des contradictions apparentes dépassées en fait dans la lutte comme en 71 à la laiterie d'Entremont près de Quimper.

La concrétisation de cette association nationale des paysans travailleurs, sa structuration démocratique, est un pas important pour la constitution d'un syndicalisme de classe regroupant la masse des paysans exploités.

- La prise en compte des réalités régionales, différentes du point de vue de l'inégal développement du mouvement et des rapports de forces entre les différentes organisations paysannes, n'a pas permis aux paysans travailleurs de créer un syndicat national qui sera à terme une nécessité. Différents stades d'organisation sont aujourd'hui nécessaires (du groupe autonome à l'association au syndicat départemental) pour faire face aux différentes situations.

- La mise en place de collectifs de direction à différents échelons de l'association nationale, élus et révocables, la décision de doter le mouvement d'animateurs militants à part entière, la décision d'opérer une rotation pour les permanents et de les reclasser dans la production, la détermination précise des modalités de fonctionnement des divers échelons du mouvement atteste le sérieux organisationnel et la conscience des militants du mouvement de la nécessité d'une lutte contre la bureaucratisation, éléments dont nous ne pouvons que nous féliciter vu les batailles que nous menons dans les syndicats ouvriers pour la démocratie syndicale et contre les bureaucraties syndicales.

## UN DEBAT OUVERT DES QUESTIONS A APPROFONDIR

Les débats qui ont eu lieu lors de l'AG de mise en commun des travaux des commissions de travail, n'ont pas toujours permis de distinguer ce qui était de l'ordre de

l'acquis du mouvement de ce qui était de l'ordre du débat.

Néanmoins, il nous semble important pour le développement même d'un mouvement révolutionnaire dans la paysannerie et pour la constitution sur une base claire de l'alliance entre les travailleurs des villes et des campagnes, de développer le débat sur des questions précises, sans pour autant avoir des réponses toutes faites ou définitives à apporter !

La question de la situation objective des différentes couches de la paysannerie dans les rapports de production, et des déterminations sociales et idéologiques liées à cette situation (concurrence entre les paysans entre tous les paysans par rapport à la terre, à certains moyens de production, nécessité d'une capitalisation, problème de l'emploi du travail salarié temporaire par les petits paysans) problèmes d'intérêts pas immédiatement identiques entre certaines couches de travailleurs, soit toute une série de contradictions imposées aux paysans de par leur situation objective dans la formation sociale.

Il semble fondamental de saisir précisément l'origine de ces différents types de contradictions pour jeter de solides bases d'alliance. Il faut préciser les orientations de l'agriculture socialiste notamment le problème de la production individuelle, de la planification, de la coopération dans le travail, pour s'orienter justement par rapport à des luttes immédiates.

La question des liens entre les luttes immédiates défensives et la lutte pour le socialisme. C'est la question des revendications transitoires.

La fonction des revendications transitoires est d'entraîner dans la lutte la grande masse des exploités et de faire en sorte que la lutte pour ces revendications aboutisse dans la conscience des travailleurs et dans la pratique des luttes au stade de la lutte pour le pouvoir.

Il ne suffit pas d'affirmer la nécessité de ce lien, il faut le construire. Cette question est posée de façon juste par rapport à la revendication du droit au travail pour tous avec la perspective de contrôle de la destination et de la répartition des sols, appuyée sur des comités d'action de masse.

Mais il est inconcevable d'avancer des revendications transitoires isolées, ne faisant pas partie d'un corps cohérent de telles revendications transitoires pour toutes les couches d'exploités.

C'est alors poser la question d'une stratégie révolutionnaire globale pour instaurer le pouvoir direct des travailleurs d'où la question du cadre d'élaboration de cette stratégie, cadre qui ne peut être qu'un parti révolutionnaire combinant l'expérience historique et politique du marxisme révolutionnaire à la pratique de lutte dans une formation sociale concrète.

La s'impose la question des liens à établir avec la classe ouvrière étant donné la nature actuelle de ses directions.

Nous reviendrons dans des articles et un dossier de Rouge, consacré à la paysannerie sur ces questions et d'autres encore.

Le débat sur ces questions est ouvert déjà depuis quelques temps. Il importe de le mener pour œuvrer à la clarification politique. Pour notre part, nous nous y engageons par rapport aux camarades paysans travailleurs.

Edouard Latahune





# DE FONTANET A HABY

## la circulaire du ministre restreint la liberté d'individus majeurs au regard de la loi.

La rentrée des classes... et son lot de conciliabules dans les couloirs des ministères pour mijoter de nouvelles armes qui, enfin, réduiront le principal trouble-fête des solutions bourgeoises à la crise de l'école : la jeunesse scolarisée, celle des lycées et des collèges, celle des CET et du pré-apprentissage. Successeur de Fontanet qui se cassa les dents sur le mouvement opposé à sa réforme en mars dernier, Haby procède apparemment en douceur. Apparemment, car le chômage qui frappe des milliers d'enseignants non titulaires, les licenciements bien plus importants qu'à Lip ou Rateau de maîtres auxiliaires, le bourrage des classes, l'absence des locaux nécessaires sont autant de mesures qui marquent cette rentrée du sceau de la rentabilisation. L'Education nationale n'est pas rentable, elle coûte trop cher aux patrons, la première mission d'Haby a donc été de faire des économies sur les dos des élèves et des profs. Mais notre ministre ne doit pas s'arrêter là : avec ses airs de boxeur paisible, Haby aimerait bien endormir la jeunesse rebelle.

### LES OBJECTIFS SONT LES MEMES

Depuis 1965, toutes les réformes de l'Education nationale, de Fouchet à Fontanet, en passant par Faure et Guichard, ont fondamentalement eu les mêmes objectifs. Il s'agit de résoudre la crise du système de formation.

Le gaullisme correspondra à un gonflement massif des effectifs du second cycle, répondant aux besoins de la restructuration de l'appareil industriel après la guerre. Mais, confronté brusquement à cette ouverture en grand des portes des lycées, puis des facultés, le vieux système scolaire, dont l'autonomie en France est relativement importante, s'avérera incapable de répondre aux nouvelles fonctions que la bourgeoisie lui assignait. Une masse importante de jeunes investissant une institution qui avait été mise en place pour former les fils de la bourgeoisie, le système secondaire/supérieur a ainsi changé de fonction sans que ses structures se soient fondamentalement transformées. D'où toutes ces tares de l'institution scolaire, du point de vue des patrons : sélection insuffisante, main d'œuvre fournie peu docile et peu adaptée aux besoins du capital, engorgement des lycées et facultés... bref l'école « ça coûte cher et c'est peu rentable ».

Pour venir à bout de ces difficultés, chaque réforme de l'Education nationale a alors recherché les trois buts suivants :

— réduire le gouffre budgétaire que représente l'Education nationale en rentabilisant au maximum (aggravation des conditions de travail, développement de l'auxiliaire) ;

— abaisser l'âge de la scolarité obligatoire : progressivement, la bourgeoisie remet en cause le décret de 1959 sur l'obligation scolaire jusqu'à

16 ans. Ainsi cherche-t-on à vider facultés et lycées du « trop plein » d'étudiants et d'élèves, en renforçant la sélection, en orientant le plus grand nombre de jeunes vers l'enseignement technique court. Le fleuron de cette orientation est la loi Royer qui permet de revenir au « travail des enfants » en envoyant les jeunes à la production dès 14 ans.

— battre en brèche la relative autonomie de l'institution scolaire en accentuant la main-mise du patronat : tout se tient, des universités modèles (type Compiègne) dominées par le patronat, au développement des CFA visant à remplacer les CET, en passant par la formation permanente, il s'agit d'adapter le système de formation aux besoins de l'économie capitaliste.

### LA GRANDE TROUVAILLE SOUS GISCARD

Haby poursuit les mêmes objectifs : la loi Royer fonctionne déjà à la fin de la 5ème ; pour la première fois en 73-74 les entrées dans le second cycle long (fin de la 3ème) ont diminué ; la rentabilisation fut à l'honneur comme jamais en cette rentrée. Simplement, tout en poursuivant les mêmes buts que Fontanet, il n'attaque pas de front. Il cherche à s'appuyer sur les réalités actuelles du système de formation, à épouser les plis pris par l'institution scolaire au gré des réformes plus ou moins appliquées.

Ainsi il travaille à renforcer et stabiliser les paliers d'abandon « naturels » qu'a secrété le système scolaire : la fin de la 5ème, de la 3ème, de la 1ère... Ces dernières années d'ailleurs le taux d'abandon scolaire le plus fort du second cycle se situe à la fin de la première. Haby cherche à parfaire ces paliers successifs de rejet dans le monde du travail de la jeunesse

scolarisée en complétant les deux premières phases 6ème-5ème (loi Royer), 4ème-3ème (BEP), par l'instauration à la fin de la troisième phase (2ème-1ère) d'un examen de fin de 1ère qui serait l'équivalent de l'actuel Bac. La terminale serait ainsi transformée en une sorte de « propédeutique » : la canalisation vers les facultés concurrentielles, suivant les besoins du patronat, des élèves serait ainsi préparée par un enseignement optionnel. Derrière la liberté de choix des cours, en apparence séduisante, il s'agit en fait d'une sélection accrue, telle note minimale dans telle matière étant exigée à l'entrée de telle faculté.

C'est cette transformation de la terminale et la généralisation de l'enseignement optionnel qui constituent l'innovation de Giscard-Haby. Le droit de vote à 18 ans permet cette transformation de la terminale en plate-forme d'orientation et de sélection à l'entrée en faculté, condition à toute réforme solide de l'enseignement supérieur. En semblant répondre aux revendications de la jeunesse lycéenne concernant la vie au lycée (libertés avec le vote à 18 ans, choix des enseignements avec les options), le pouvoir tente de neutraliser le trublion qui fit échouer ses tentatives par le passé. Ceci tout en renforçant la sélection : avec la majorité à 18 ans, le taux d'abandon scolaire augmentera, les élèves étant moins soumis à la pression des parents. La notion d'obligation scolaire évolue, il y aura auto-sélection par absence.

### LES CONTRADICTIONS DU REGIME A L'ECOLE

Le droit de vote à 18 ans est un excellent exemple des contradictions entre la politique de Giscard et l'électorat qui l'a élu. La logique des projets Haby-Soisson voudrait pousser jusqu'au bout les

conséquences dans les lycées du droit de vote à 18 ans : à la fois pour neutraliser la jeunesse lycéenne et pour transformer la terminale. Or cette logique implique de nombreux bouleversements : nouveaux rapports entre élèves et administration, introduction de la politique au lycée, etc., toutes choses qui effraient l'électorat conservateur et réactionnaire de la majorité présidentielle. Il en est de même pour la pilule aux mineurs. En lâchant des miettes à la jeunesse scolarisée, le pouvoir n'ouvre-t-il pas une brèche dans une institution encore profondément autoritaire, hiérarchisée et conservatrice. Ainsi on a pu entendre les déclarations les plus contradictoires. Alors que l'ex-fédération Armand lançait un cri d'alarme, les parlementaires républicains indépendants poussaient l'intégration lycéenne en proposant « un statut spécial pour les terminales », ces « grands élèves » devenant les représentants de leurs cadets. Tandis qu'Haby, dans une circulaire, le 19 septembre, maintenait fermement le principe de la neutralité politique. Plus : pour rassurer l'électorat conservateur et défendre l'autorité de la famille sacro-sainte, Haby y fait du chantage : si l'élève majeur refuse d'être parrainé par ses parents, il devra signer un engagement écrit, justifiant de ses ressources et assurant qu'il peut régler les frais de sa scolarité.

Notus sommes donc loin d'une application sans problèmes de la nouvelle réforme. Aux révolutionnaires de s'immiscer dans cette brèche et d'aggraver les termes de la contradictions, en luttant, comme nous le verrons dans les articles suivants, pour les libertés politiques au lycée, contre l'ordre moral, pour l'abrogation dans les faits de la circulaire Haby, qui est illégale puisqu'elle restreint les libertés d'individus qui, au regard de la loi, sont désormais majeurs. A suivre.

J. KRASNY

## enseignants

# Orléans : mouvements « baisse des effectifs »

Dans le cadre des grèves tournantes organisées par la FEN, l'Académie d'Orléans devait faire grève le 17 octobre. Dans le primaire, 85 % des instituteurs ont participé à cette action, sensibles à son caractère unitaire. Dans le secondaire, 70 % seulement des enseignants ont suivi le mot d'ordre. La FEN se déconsidérerait en ne soutenant pas les opérations « baisse des effectifs », la grève d'un jour est ainsi apparue comme démobilisatrice. De fait, le meeting organisé par la FEN à Orléans le matin a rassemblé moins de 100 personnes et n'a débouché sur rien.

D'un autre côté, une coordination des enseignants en lutte organisée à l'initiative de l'Ecole émancipée, a réuni en fin d'après-midi une soixantaine de représentants des différents établissements (syndiqués FEN, SGEN et non-syndiqués). Le bilan de la

journée et le point des luttes ont été faits. Il a été décidé de maintenir ce contact et de soutenir la création, à l'initiative de l'AG des grévistes du lycée Benjamin Franklin, d'un Comité de soutien aux mouvements « baisse des effectifs ».

Au CES E. Dolet et au lycée Jean Zay, les mouvements « baisse des effectifs » continuent et ont un impact important dans toute l'Académie. Il faut souligner aussi l'attitude des parents d'élèves (Cornec), prudents mais fermes dans leur soutien à Dolet et à Zay et sur le plan départemental. Quant aux parents ouvriers de St-Jean de Braye, près d'Orléans, ils se sont regroupés par usine pour expliquer sur leur lieu de travail le problème des classes surchargées. D'un autre côté, dans plusieurs endroits, des sections syndicales ou des intersyndicales,

sans envisager actuellement la participation directe au mouvement « baisse des effectifs » se déclarent prêtes à s'y lancer si ce mot d'ordre était nationalement donné par les directions.

La combativité des enseignants reste grande. Le préfet de région l'a constaté à ses dépens lors de l'inauguration à St Jean de Braye du CES Pierre de Coubertin. Il s'est en effet permis de faire l'apologie de Coubertin et des bienfaits de l'exercice physique... dans un CES où il n'existe aucune installation sportive ! L'intersyndicale du CES a dénoncé ce fait, de même que les effectifs surchargés dans un tract distribué pendant l'inauguration. Si l'on ne peut plus construire des lycées sans stade, mettre 35 élèves par classe, où va-t-on, pauvre ministre.





« Pourriture de justice de classe ! »

## « IL N'A FAIT QUE DIRE TOUT HAUT CE QUE BEAUCOUP PENSENT TOUT BAS »

Une ville en état de siège. Deux compagnies de CRS mobilisées, un préfet dirigeant en personne des contrôles d'identité, des inspecteurs des Renseignements généraux sur les dents, un tribunal de flagrant délit prêt à fonctionner : la police avait elle aussi mobilisé pour les Assises contre la Justice de classe, tenues à Colmar du 19 au 22 octobre. Peine perdue : les quelques centaines de participants à ces Assises — habitants de Colmar et de la région, militants du CAP et d'autres organisations venus de toute la France — n'étaient pas là pour en découdre avec les sbires de Poniatowski. Ils avaient mieux à faire : découvrir, dévoiler, dénoncer tous les mécanismes de la Justice, mettre en évidence ses méfaits, affirmer que Serge Livrozet ne serait plus seul à hurler « pourriture de justice f... », comme il l'avait fait le 12 juillet en plein tribunal de Colmar, écopant ainsi deux mois de prison.

Ces Assises de Colmar n'avaient pas pour but de jeter les bases d'une « vraie justice », de proposer des réformes ou des amendements. Non. Il s'agissait de donner la parole à ceux qui, individuellement ou collectivement, ont été confrontés à la répression judiciaire.

### LA JUSTICE EN ACCUSATION

Témoignage de cet homme interné abusivement dans un hôpital psychiatrique et tentant de saisir la Justice ; de cette ancienne prostituée qui dénonce les faux-semblants de la prétendue lutte contre la prostitution.

Témoignage des ouvriers de Lip sur le sens de leur « vol de montre » : « Aussi longtemps que nous étions suffisamment nombreux et décidés, il ne s'est posé aucun problème majeur : nous avons confisqué les montres et nous avons continué à produire. Mais quand le rapport de force est devenu insuffisant, la Justice n'a pas hésité à frapper. Il y a eu alors 37 condamnations ».

Témoignage d'un ancien soldat, signataire de l'appel de cent, et condamné à deux mois d'arrêts de rigueur à cette occasion. discussion fournie sur la juridiction militaire, véritable « zone d'infra-droits » comme la qualifiera M<sup>e</sup> De Felice. Occasion également de dénoncer le rôle des magistrats civils dans les Tribunaux permanents des Forces armées, et de montrer que la juridiction militaire n'est qu'un aspect, exacerbé, de la justice civile. Témoignage de militantes des Pétroleuses sur la répression contre les femmes, depuis l'assassinat par la Justice de Gabrielle Russier jusqu'à l'interdiction (aujourd'hui

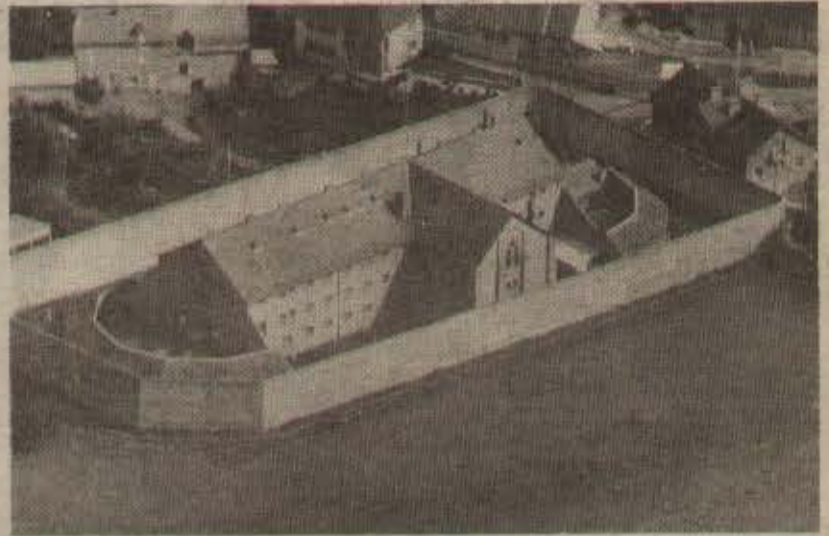
levée) du film « Histoires d'A ».

Témoignages, débats, questions. Discussions sur les prisons, sur leur suppression éventuelle. Ils se trompent ceux qui n'y ont vu qu'« interventions fumeuses et désordonnées » (Le Monde du 22.10) : la salle de réunion de ces Assises n'avait effectivement rien à voir avec le spectacle parfaitement ordonné (parce que tout y est joué et décidé d'avance) d'une véritable salle d'Assises. Il ne s'agissait pas de faire la copie conforme de la Justice bourgeoise, de son langage et de ses rites. Et il faut être aveugle pour ne pas voir la richesse potentielle contenue dans cette confrontation d'avocats, de magistrats, de militants, d'ouvriers. Il y a certes des faiblesses dans ce genre d'entreprise : le risque d'individualiser trop les exemples et donc les mobilisations possibles contre la Justice ; le sentiment que les débats n'ont fait que s'ébaucher et qu'il faudra les pousser plus loin (peut-il y avoir une Justice prolétarienne, sous quelle forme ? etc). Et puis un certain malaise devant l'attitude des membres du Syndicat de la Magistrature présents aux assises. Leur présence, leurs interventions sont évidemment positives. Mais l'ambiguïté demeure : jusqu'à quel point, en entrant dans la salle du Cinéma Central de Colmar se sont-ils débarrassés de leurs prérogatives de spécialistes de la

Justice ? Jusqu'à quel point va leur remise en cause du caractère de classe de cette justice ? Malaise renforcé par le refus catégorique du Syndicat de laisser un de ses membres témoigner au procès de Livrozet.

Dénoncer la Justice, cela peut aussi se faire par la chanson (présence de Roger

la prison de MENDE l'une des plus sinistres



Siffer, chanteur alsacien), le théâtre (la pizza du Marais, le théâtre de l'Écume ont présenté des spectacles militants), le cinéma (projection d'Attica). Tout cela a été fait, contribuant à la richesse de ces Assises.

Les Assises ont aussi permis à de très nombreuses organisations d'exprimer leur soutien à Livrozet : Révolution ! le PSU, le CAP (« Nous retrouverons le cri de Serge Livrozet ; aucune mesure, aucune pression ne nous empêchera de le crier encore »), le FCR (Alain Krivine appelant à ce que l'unité la plus large se fasse contre la répression avant qu'elle ne frappe et montrant le test constitué par le procès), le PS (« Livrozet n'a fait que dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas »), le Syndicat de la Magistrature, le Mouvement d'Action Judiciaire, le Syndicat des Personnels de l'Éducation surveillée, le Syndicat des Avocats de France, la Ligue des Droits de l'Homme, les journaux Klaperstei 68 (co-organisateur avec le CAP de la réunion) et Libération ont pu témoigner leur solidarité.

### LE PROCES DE LIVROZET

Il s'est tenu le 22 octobre dans une salle minuscule du Tribunal de Colmar où 70 personnes ont quand même pu entrer (une quinzaine de policiers en civil assistaient également à l'audience).

Et tout devient vite très clair : on n'a pas affaire à un procès ordinaire où l'inculpé, écrasé par la procédure et la mise en scène, remet son sort entièrement entre les mains de spécialistes. Livrozet explique : en parlant de « justice française » il a été trop restrictif ; c'est « pourriture de justice

de classe qu'il voulait dire » parce que le phénomène est international. Il accuse : « Je veux changer quelque chose à ce vieux monde et c'est pour cela que vous voulez me condamner ». Il répond au procureur lui rappelant ses antécédents judiciaires : « autrefois, je volais d'une façon égoïste, pour moi-même. A présent quand j'ai crié « pourriture de justice française » ce n'était pas pour m'en mettre plein les poches ». Thème que reprendra Michel Cournot, cité comme témoin « Livrozet, ce n'est pas Papillon. Il mène aujourd'hui un combat collectif ». Les assises se prolongent donc directement en pleine audience. Grâce à l'attitude de Livrozet, grâce à celle des témoins, grâce aussi aux « plaidoiries témoignages » des avocats, M<sup>e</sup> De Felice et M<sup>e</sup> Wemaere. Plaidoiries sur le fond : « Il ya des gens quelque part qui n'en peuvent plus du silence », « Il ne peut pas être nié que le combat de Livrozet est un combat pour la justice » ; plaidoiries en droit : M<sup>e</sup> Wemaere dénonce l'article 226 du Code pénal, en vertu duquel Livrozet est inculpé, véritable loi d'exception, comme la loi anti-casseurs.

Le verdict n'est pas rendu aussitôt. On le connaîtra dans quinze jours. « la justice atermoyant à cause du rapport de force que représentent nos Assises nationales » (Livrozet). Qu'une chose soit certaine : personne n'a le droit de démobiliser. Et quel que soit le verdict, ces Assises, le procès de Livrozet, auront été un point de départ : celui où tous les moyens doivent être employés pour que la justice n'ai plus les mains libres.

Nous publierons la semaine prochaine une tribune libre de Serge Livrozet sur le bilan des Assises.

**Rouge**  
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :		tarif des abonnements				
A L'ORDRE DE ROUGE		pour la France		l'étranger		
10 impasse Guéméné 75004 PARIS		sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
		un an	120	200	180	250
		six mois	60	100	75	115

par avion : écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

Directeur de publication : Henri Weber  
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

On a presque honte de le répéter tellement ça devient bateau de l'écrire : tout augmente. Les prix du papier, des timbres, de l'impression ne cessent de monter. Résultat logique : les journaux ont de plus en plus de mal à vivre.

Mais basta ! Que la camarade lecteur ne voie pas dans ce petit laïus traditionnel une éventuelle majoration du prix de ROUGE. Non ! Seulement ceux des abonnements. Ceux-ci permettent un fond de roulement nécessaire à la bonne marche de l'hebdo. C'est dire l'importance de la campagne d'abonnements que lance Rouge du 20 octobre jusqu'au 15 novembre.

Et comme on comprend combien ce sacrifice financier peut être difficile dans la période actuelle, on offre gracieusement à chaque abonné le livre d'A. Krivine « Questions sur la Révolution », un excellent cadeau pour les fêtes...

a  
bon  
nez  
VOUS



# LE 21<sup>o</sup> CONGRES DU PARTI COMMUNISTE

« Qu'est-ce que je leur ai dit, aux camarades, à ce Comité Central?... Je leur ai dit ceci : aujourd'hui l'influence du parti est au-dessus de son score électoral (5.200.000 voix aux législatives de 1973), car le système électoral, le découpage nous défavorisent c'est un fait... C'est aussi un fait que nous sommes un grand parti : 400.000 membres, 21.000 cellules, etc. Mais malgré cela, nous sommes incapables de réaliser tous seuls les transformations que nous souhaitons. Se pose donc le problème de savoir avec qui s'allier... En l'occurrence, le parti socialiste et les radicaux de gauche... Résultats des présidentielles : 49,2 % des voix. 13 millions d'électeurs ont voté pour nous... On peut se féliciter... Mais on n'a toujours pas la majorité... Et même, franchissons-nous la barre avec 50,02 % que ce serait pour nous encore insuffisant, cette majorité formelle... Il nous faut un courant qui rassemble beaucoup de monde, si nous voulons réussir l'expérience que nous proposons ».

C'est Marchais lui-même dans une interview donnée à Harris et Sédouy (« Voyage à l'intérieur du PC ») qui tire ce bilan des dernières présidentielles. Prisonnier des lois de l'arithmétique électorale, il entrevoit aussitôt les conséquences politiques qui s'imposent :

« Alors ? Alors, j'ai dit aussi cela au Comité Central et je le redis dans le parti, partout où je vais : que cela nous plaise ou non, il n'y a pas aujourd'hui en France de majorité qui souhaite « passer à la construction d'une société socialiste »... Je dis aux militants : si nous nous battons sur ce mot d'ordre, vous allez fêter le 100<sup>ème</sup> et même le 150<sup>ème</sup> anniversaire du parti dans l'opposition... Vous et vos enfants... Et la bourgeoisie continuera de diriger le pays. Il ne faut donc pas que le programme de transformations que nous proposons aux Français soit tellement avancé qu'il entraîne un phénomène de rejet chez les gens que nous pouvons gagner. Le programme commun, ou en tout cas ses options fondamentales, correspond à ces transformations acceptables par d'autres que les électeurs de gauche... D'ailleurs, on ne changera pas de société, puisque, de société, il n'y en a que deux : capitaliste ou socialiste. Mais on changera des choses qu'il est indispensable de changer avant d'aller plus loin... Ceux qui croient au « grand soir », à la Révolution, se font des illusions dans un pays développé comme le nôtre ».

Voilà, résumée en quelques phrases bien senties de son secrétaire général, toute la philosophie du XXI<sup>ème</sup> congrès du PCF.

## UN CONGRES « A COEUR OUVERT »

Congrès « extraordinaire », d'emblée, il n'avait pas pour but d'élire une nouvelle direction, mais de faire passer cette orientation d'« Union du Peuple de France » dans le parti : motiver les militants pour la conquête des gaullistes, des patrons des PME, des cadres, des chrétiens (et même des électrices !) qui viendraient grossir les rangs de l'union populaire ; réajuster le tir des « théoriciens », des économistes du CC par exemple qui, après s'être évertués à démontrer que le programme commun créait une situation de non retour débouchant sur le socialisme, auront à charge de démontrer « scientifiquement » qu'il n'en est rien ; estomper dans le flou d'une référence anodine les liens avec l'Union Soviétique (le document préparatoire se contente d'affirmer : « Les pays socialistes

ignorent l'inflation, la hausse des prix, le chômage, l'insécurité de la vie qui règnent dans le monde capitaliste »), pousser au renforcement numérique du parti, quitte à abaisser encore ses bases d'adhésion en ouvrant ses portes à des gens non désireux de passer au socialisme mais en accord avec le programme commun ; renouveler dans cet esprit les responsables intermédiaires pour apporter un peu de sang neuf à l'appareil et donner à la ligne une plus grande efficacité.

Homogénéiser le parti, mais aussi lui donner un autre visage, le faire apparaître comme un pôle d'attraction au sein de l'Union de la gauche. Et pour cela ne pas craindre le décorum : affiches aux couleurs gaies du soleil de l'Unité, tracts à la population l'invitant à assister aux débats des cellules ou des sections. Le parti allait ouvrir son cœur...

## LA PESANTEUR DE LA DEMOCRATIE

Le débat est donc engagé dans L'Humanité sur la base d'un document d'une médiocrité peu commune. On laisse filtrer le type de critique qu'on désire combattre, selon un dosage soigneusement gradué : un texte oppositionnel, cinq réponses indignées, et quatre contributions enthousiastes à la ligne sur les PME, la propriété privée, ou le rôle des intellectuels...

Cette tribune a une fonction essentiellement pédagogique, comme l'explique Philippe Fuchsmann dans Les Cahiers du Communisme de septembre :

« Bien entendu, on rencontre ici et là des hésitations et des incompréhensions chez des camarades. La large discussion à laquelle donne lieu la préparation du congrès permettra de surmonter ces phénomènes passagers qui, en un certain sens, sont normaux et même bénéfiques s'ils stimulent la réflexion de tous ».

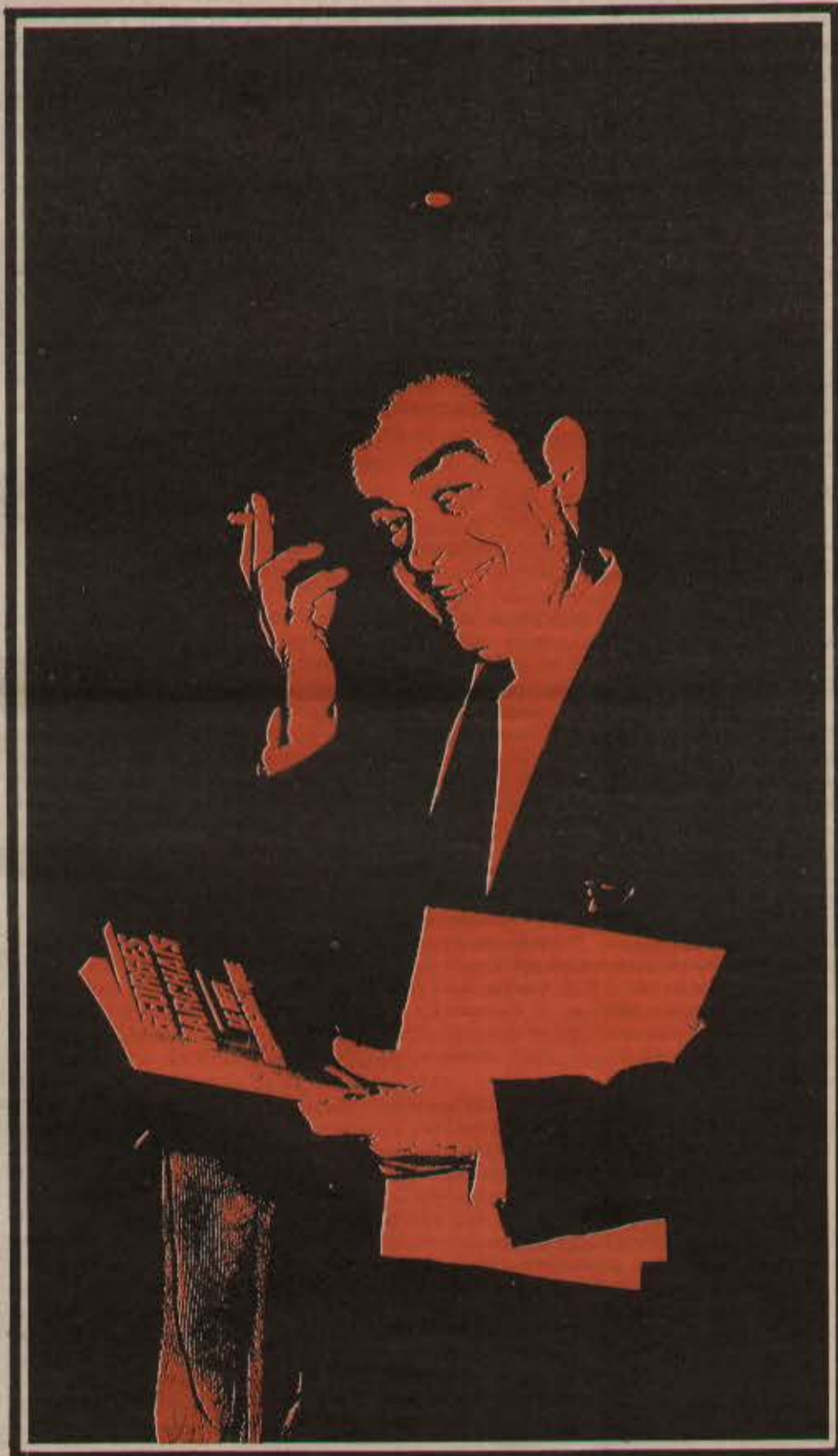
Métaphore toute stalinienne que celle qui assimile les désaccords politiques à une « maladie passagère » et le débat à une thérapie... Elle est surtout le fidèle reflet des vœux de la direction du parti.

## UN CLIMAT D'INQUIETUDE

Contre toute attente, ce congrès extraordinaire préparé comme une solennelle formalité a réveillé des discussions passionnées dans le PCF. Eclatant 15 jours avant qu'il se tienne, les résultats des élections législatives partielles ont en effet créé un choc : une stratégie qui subordonnait tout aux résultats électoraux aboutissait à... une poussée des alliés socialistes et à un recul du PCF dans 5 circonscriptions sur 6. De quoi inciter nombre de militants à se poser des questions !

Ainsi, le congrès a brusquement changé d'éclairage : il était convoqué pour éliminer les dernières traces de « purisme » des rangs du PCF. Avec ce cynisme tranquille qui avait, en d'autres temps, fasciné Jean-Paul Sartre, les dirigeants du parti s'approprièrent à expliquer et réexpliquer que, si l'on veut vraiment aller au gouvernement, il ne faut pas craindre d'avoir « les mains sales » et de prendre pour alliés les ennemis d'hier...

Mais ces résultats ont suscité un réel désarroi à la base. A quoi bon brader toute référence au socialisme, si c'est pour servir de faire-valoir à ceux qui tiennent au même moment des « Assises pour le Socialisme » ? A quoi bon faire le plus



gros du sale travail en courtisant le gaulliste et le patron républicain, quand non seulement Jeanneney, Léo Hamon, Pisani participaient à ces Assises, mais quand de surcroît leur document préparatoire se paye le luxe d'une critique de gauche du PCF en prônant l'unité sur des bases de classe ?? Et ce ne sont pas les déclarations de leurs dirigeants qui seront propres à rassurer les militants : ni celles de Marchais, ni celles de Fizbin, le secrétaire de la Fédération de Paris : « tout le monde sait que si les communistes n'ont pas un poids suffisant le programme commun ne sera pas appliqué » a-t-il dit à la radio le 22 octobre, à deux jours du congrès).

Devant le malaise, la direction du parti a dû hausser le ton vis à vis des socialistes et durcir le vocabulaire, pour montrer que

le PC restait bien la gauche de l'union de la gauche et qu'il saurait se faire respecter de ses alliés : références au passé chargé du PS, critique de gauche des votes pour Poher au Sénat, articles vengeurs sur la politique de collaboration de classes de Wilson... Autant de charges qui font très mauvais effet à l'extérieur et qui inquiètent plus qu'elles ne rassurent à l'intérieur.

Et, dans ce climat, d'autres interrogations ressurgissent : sur la tactique du parti dans les luttes en particulier et sur les difficultés internes à la CGT. Des cellules ont écrit des amendements critiques qui sont allés directement au panier ou se sont retrouvées bloquées au niveau des congrès de section. La discussion n'a pas franchi les bornes que lui avait fixées la direction. Mais ce congrès restera dominé par l'inquiétude et la morosité. F.L.





# L'ENGRENAGE

« L'Union du Peuple de France » a, bien-sûr, occupé le centre des discussions préparatoires au congrès extraordinaire. Les thèses du PCF et sa pratique (notamment le communiqué commun entre l'UJF et les JC) entraînent en effet une interprétation très large de cette union. Ainsi, dans l'Huma du 9.10, Jacqueline Falgayeur interroge : est-ce que le but du programme commun « n'est pas apte à rallier les chrétiens, les UDR, les séminaristes, les cadres supérieurs, le voisin de palier. J'en passe et des meilleurs ». Il vaut mieux. Car cet inventaire à la Prévert mélange bien des choses : il existe des ouvriers chrétiens et des couches supérieures communistes, il existe même des voisins de palier ouvriers et communistes. Les individus varient. Mais l'UDR (la camarade ne parle même pas de gaullistes) est une organisation politique bourgeoise. Et autant nous pouvons concevoir que des travailleurs dupés par le gaullisme se reprennent, autant nous ne pouvons admettre d'alliance avec des partis politiques bourgeois, fût-ce le groupuscule radical de gauche, car ils feront toujours payer aux partis ouvriers cette alliance par des concessions de principe, des engagements de collaboration de classe. La camarade ne s'arrête d'ailleurs pas en si bon chemin : « Je pense donc que nous pouvons tendre la main à l'électeur de droite, à des hommes politiques de droite en sachant qu'ils accepteront de s'associer à cette tâche. Car ils sont comme nous témoins de la crise économique matérielle et morale qui envahit la France : pornographie, érotisme, drogue, chômage, injustice... ». Comme quoi, il y a belle lurette qu'on peut entrer au PCF sans être communiste, ni le devenir.

Ces débordements de zèle ont certes suscité des réactions timides, comme celle de Balibar qui s'efforce, avec mille ruses, d'infléchir la ligne : « L'union que nous voulons réaliser n'est donc pas une union avec le gaullisme comme tel mais avec les masses qu'il a entraînées et conduites dans l'impasse... » (France Nouvelle n° 1507). Mais, dès la semaine suivante, il se fait rappeler à l'ordre par Henri Génard dans la même tribune : « Cela reviendrait à dire aux gaullistes : vous vous êtes trompés, maintenant venez avec nous. Là n'est pas la question ; nous ne sommes pas de ceux qui polémiquent avec l'histoire. Nous disons à ceux-là : vous avez vos convictions, nul besoin que vous adoptiez les nôtres (...). Certains se font-ils une certaine idée sur le système libéral de libre concurrence ? qu'est-ce donc qui pourrait les empêcher de s'unir avec nous ? ».

Dans France-Nouvelle, le dernier mot reste à Henri Génard. A croire qu'il est plus proche de l'esprit de la résolution.

Quant à nous, nous ne renonçons pas à « polémiquer avec l'histoire » ! Car les convictions des gaullistes, elles sont incarnées par le coup d'Etat et la Constitution de 58, par les ordonnances anti-sociales de 67, par la loi anti-casseur, par les Massu, les barbouzes et l'affaire Ben Barka. Il ne s'agit pas de bavures mais d'une politique de classe, systématique, de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le feu ne s'allie pas avec l'eau. Et la question

est d'autant plus grave que les justifications de fond avancées en faveur de cette union conduisent à des révisions fondamentales du marxisme.

Déjà le traité d'économie marxiste édité par le PCF se livrait à de curieuses innovations théoriques dans le but de justifier la large alliance anti-monopoliste. La population active étant ainsi divisée en quatre catégories : la classe ouvrière (44,5 %), « les couches intermédiaires salariées » (30,5 %), « les couches moyennes non salariées » (21 %), « les patrons et leurs auxiliaires » (4 %). On remarque tout de suite qu'il ne reste plus qu'une classe sociale : la classe ouvrière. La bourgeoisie a disparu comme classe au profit d'une poignée de patrons et d'auxiliaires. Quant au reste, il ne s'agit de classes ou de fractions de classe mais de couches intermédiaires ou moyennes, susceptibles dans leur inconsistance de rallier la classe ouvrière dans une unité anti-monopoliste, isolant les 4 % de féodaux monopoles. A partir d'une telle analyse, d'un tel rapport de force virtuel (96 % contre 4 %) la perspective d'une victoire électorale devient éminemment réaliste...

La révision ne s'est pas arrêtée en si bonne voie. Le numéro d'avril des Cahiers du Communisme classait pêle-mêle artisans, petits patrons, PME, mais aussi « grandes entreprises du secteur non-monopoliste » dans un « degré intermédiaire entre les deux

classes fondamentales ». Et au moment des présidentielles, France-Nouvelle considérait les PME comme des « collecteurs de plus-value » au profit des monopoles, estompant ainsi leur rôle dans l'exploitation directe des travailleurs. Avec le n° 241-42 d'Economie et Politique, intitulé « Union du Peuple de France », la révision bat son plein. Pour démontrer qu'« en raison même des changements sociaux, la solidarité nationale grandit », Claude Quin est amené à calculer que le secteur PME compte « salariés et non salariés réunis », environ neuf millions de personnes actives. Pour donner du poids à ce secteur, on supprime ainsi la ligne de classe qui le traverse. Quant à Jean Chatain, il précise dans son article intitulé « Les couches moyennes » : « nous utilisons ici la définition marxiste des couches moyennes, à savoir la fraction des couches intermédiaires entre les deux classes fondamentales (classe ouvrière et oligarchie monopoliste) : exploitants agricoles, artisans, petits commerçants, petits patrons de l'industrie ». Il est regrettable que ne soient pas fournies les références bibliographiques de cette définition scientifique. Car on serait en droit de s'étonner de voir la bourgeoisie disparaître des deux classes fondamentales au profit de la seule « oligarchie monopoliste », ou encore de voir les petits patrons quitter les rangs de la bourgeoisie (moyenne ou petite) pour venir flotter, inclassables, dans les couches moyennes...

Le projet de résolution du congrès extraordinaire poursuit dans la même direction. Et pousse même un peu plus loin. A tel point qu'un militant du PCF, Henri Segre s'en est alarmé dans la tribune de discussion de l'Huma du 23.9. Il note que l'expression « grand capital » revient quinze fois dans la résolution et celle de « l'aristocratie de l'argent » cinq fois. Mais il souligne la « quasi-disparition du terme de monopole (seulement deux fois) et son remplacement par des expressions dont la fréquence est nouvelle : sociétés multinationales, grandes sociétés capitalistes à vocation multinationale, groupes financiers qui prennent un caractère de plus en plus cosmopolite ». Henri Segre d'en conclure que le projet « paraît suggérer que seuls les groupes aujourd'hui multinationaux sont des groupes monopolistes ». Et de citer pour preuve une tribune de France-Nouvelle : « Le capital monopoliste est aujourd'hui celui qui a pu développer de façon suffisante ses caractères financiers et multinationaux ». Le camarade Segre en vient ainsi à constater que « la ligne de démarcation ne passe plus entre grandes entreprises et PME mais entre groupes déjà multinationaux et entreprises de toute taille dont aujourd'hui l'activité se réalise essentiellement sur le territoire national ». Et il demande pour finir : « Pourrait-on alors considérer que notre attitude de principe à l'égard du capital jusque là dominant aujourd'hui dévalorisé doive être le même qu'à l'égard des PME ? Peut-on envisager que les salariés des cimenteries françaises manifestent avec leurs patrons ? ». Questions légitimes. Car la politique d'union nationale, d'alliance avec les gaullistes, contre « l'appui sans précédent » accordé par Giscard aux multinationales, ne peut qu'aboutir, par glissements successifs, qu'à une collaboration de classe avec des secteurs sans cesse élargis de la bourgeoisie, à commencer par les patrons des PME pour finir par les monopoles « nationaux ». Le camarade Segre remarque à juste titre que cette évolution aboutit à une mise en sourdine du

programme de nationalisations (pour ménager les monopoles nationaux) et à un silence total du projet de résolution sur les prises de participation financière (dans la sidérurgie, le pétrole, les transports aériens et maritimes, les autoroutes) prévues par le programme commun.

L'ensemble de ces textes, projet de résolution inclus, apporte un sous-bassement théorique à la politique de collaboration de classe pratiquée par le PCF. Car, pour ne prendre que l'exemple des PME, que peut signifier la position du PCF à leur égard ? Ou bien une position simplement conservatrice : arrêter la roue du capitalisme, la ramener à sa position d'hier ou d'avant-hier ; ce qui n'abolit en rien l'exploitation des travailleurs. Ou bien aider les PME à résister aux monopoles, grâce à des mesures fiscales peut-être ; mais dans une économie capitaliste, de libre concurrence, la compétitivité d'une entreprise dépend toujours pour une bonne part du taux d'exploitation imposé à ses salariés. C'est la loi du système. L'alliance avec les PME en tant que tels, ne peut que signifier en dernière analyse une trêve de collaboration de classe avec les petits et moyens patrons.

Dans l'Huma du 30.9., Jean Mussoni répond à une tribune antérieure qui soulevait le problème : « N'est-ce pas sur la base de leurs propres préoccupations, de leurs propres mots d'ordre que les PME peuvent aujourd'hui agir avec l'ensemble des forces populaires ? On ne peut leur demander de prendre prioritairement en considération les conséquences que leur action pourrait avoir sur les salariés. Nous-mêmes devons nous efforcer d'analyser correctement la situation dans laquelle ils se trouvent... ». Une telle énormité n'est pas fortuite. Elle se situe par exemple dans le droit fil de la polémique de Denis Duclos contre Poulantzas (Huma du 18.10.), où il explique que « les PME ne sont pas qu'une catégorie statistiques, mais aussi un syndicat et un reflet idéologique chez les intéressés... ». En cherchant l'alliance avec les PME en tant que telles, comme avec les cadres en tant que tels, on se prépare à admettre que leurs intérêts puissent aller à l'encontre de ceux des salariés, on demande de « comprendre leur situation ». Dans la même perspectives, une tribune (Huma du 7.10.) regrette que l'accent ne soit pas assez mis dans le projet de résolution sur « le rôle actif que pourraient jouer les PME dans la démocratie que nous préparons », ainsi que sur la nature de l'alliance qui n'est pas seulement défensive « mais aussi offensive, impliquant une coopération active » car les PME ont un rôle central à jouer « d'initiative décentralisée » dans une société démocratique. Cette société démocratique ressemble comme deux gouttes d'eau à la société capitaliste de libre concurrence, et l'« initiative décentralisée » correspond à la sacro-sainte libre entreprise.

Une telle logique aurait pu conduire, il y a un an à lancer le mot d'ordre « Lip-Piaget même combat ! ». Elle conduira inéluctablement à modérer les revendications ouvrières pour ménager les petits et moyens patrons en difficulté. Il existe pourtant une autre voie : celle des travailleurs de Lip, celle de la lutte intransigeante, sans compromis, pour la défense de l'emploi et du niveau de vie ; avec pour horizon, la socialisation des principaux moyens de production. C'est tout l'écart entre lutte de classe et collaboration de classe.

D.B.

## LA MAIN TENDUE AUX OFFICIERS

Etonnante chose : la récente tribune de discussion de l'Humanité sur l'armée tourne autour d'une question : celle des militaires de carrière, de leur statut, de la façon dont le parti doit mener le dialogue avec eux, etc. Une démarche qui éclaire singulièrement la façon dont la direction du parti a lancé le débat sur l'armée dans ses propres rangs.

Un point commun dans les trois articles qui abordent cette question (Huma 21.10.74) : « les limites que nous mettons au rassemblement de notre peuple sont extre-

mement larges... » et les militaires de carrière ont leur place dans le rassemblement populaire ! C'est bien évident puisqu'a sa place dans ce rassemblement « tout ce qui dans le pays est exploité par les grands monopoles ».

Exploités les militaires de carrière ? On ne le démontre même pas, c'est tellement évident : ils ne participent pas directement à l'exploitation du prolétariat, ils sont « mal payés », astreints à une vie nomade... bref, ils ont leur place de droit dans le camp anti-monopoliste, aux côtés

des patrons de PME et des cadres !

Une des tâches donc, que le parti doit s'assigner, c'est de s'instaurer le meilleur défenseur des cadres d'active. Notons au passage que « cela compte parmi les questions où se présente l'émulation entre le Parti communiste et le Parti socialiste dont certains dirigeants semblent ne pas hésiter à utiliser l'anticommunisme parmi les militaires d'active et de carrière ». Ah mais !

Défendre donc les cadres militaires, voilà la priorité. Comment ?

● Sur le plan professionnel. Après tout, ils sont des « techniciens de Défense nationale ». Il faut donc appuyer leur souhait d'avoir davantage de prise sur les décisions, se battre pour leur responsabi-

lisation, une amélioration de leur statut...

● Sur le plan personnel. Il faut briser leur ghetto, « les lier à la nation, à sa vie politique, à ses ambitions », en leur reconnaissant « la plénitude des droits civiques », etc.

Voilà. Bien-sûr, il n'y a là rien d'extraordinairement nouveau sur le fond. Ce qui l'est, c'est — dans une tribune de discussion où des militants sont censés insister sur des choses dont l'importance leur paraît sous-estimée — cet acharnement à nier que l'armée soit traversée par les luttes de classes, cette absence de préoccupations pour les luttes du contingent. Il est symptomatique que, lorsque les rédacteurs écrivent « militaires » tout court,



# « UN PARTI POUR LA FRANCE D'AUJOURD'HUI »



La conception du parti, de son rôle, de ses critères d'adhésion a constitué l'un des thèmes les plus abordés dans les tribunes de discussion de l'Humanité, préparatoires au XXI<sup>e</sup> congrès, extraordinaire. A partir de la contradiction évidente entre les statuts du parti, et la résolution proposée au congrès. D.B.

Selon la résolution « Le Parti communiste est ouvert sans restrictions à tous ceux qui veulent prendre une part du combat pour le changement démocratique ». Or, d'après le préambule des statuts, le PCF est le parti « de tous ceux qui entendent agir pour le triomphe du socialisme, du communisme », il a pour but fondamental « la transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste... ». Tour à tour, Henri Stendyniak, Christian Cognard (Huma du 20.9) et Hugues Sirach (Huma du 25.9) s'inquiètent de cette contradiction, le dernier proposant :

« Changeons les statuts s'ils ne correspondent plus à la période actuelle, mais ne les violons pas en incitant à l'adhésion même ceux qui ne désirent pas le passage au socialisme » !

## UN ECRIEAU SI SYMPATHIQUE

Le texte de la résolution trouve cependant de fervents défenseurs dans les mêmes colonnes, la plupart du temps sur la base d'arguments de bon sens. Dans l'Huma du 15.10, Henri Gérard écrit : « La Palisse s'il était encore en vie dirait volontiers que l'on recrute les communistes parmi les non-communistes... On adhère au parti surtout parce que l'on veut hâter l'heure des changements ». Et dans le même numéro, René Maillard ironise : « Alors, allons nous créer une anti-chambre du parti, avec au bout d'un an un examen pratique de distribution de tracts et de vente de l'Huma suivi d'un examen théorique sur le marxisme avec oral de contrôle tous les ans pendant cinq ans ? ». Il conclut que c'est en forgeant qu'on devient forgeron et qu'il vaut mieux ouvrir la porte de la forge et y accrocher « le si sympathique petit écriteau : on embauche ! ». Ecriteau qui, lors de la fête de l'Huma a pris la forme désormais célèbre du macaron racoleur « Je suis communiste, pourquoi pas vous ! »

## UN PARTI « POUR HATER LES CHANGEMENTS » ?

Dans une tribune de discussion publiée par France-Nouvelle, Etienne Balibar, qui joue avec son maître Althusser (cf. Huma du 12.10) le rôle de l'intelligence servile dans cette préparation de congrès, cherche à infléchir les définitions proposées. Il suggère qu'« un parti pour la classe ouvrière d'aujourd'hui » serait plus correct qu'« un parti pour la France d'aujourd'hui »... A peine !

Lors du second congrès du parti social-démocrate russe en 1903, la discussion sur l'article 1 des statuts fut le point de départ de la division sans cesse plus profonde entre Menchéviks et Bolchéviks. Lénine proposait : « Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme et qui soutient le parti tant par les moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du parti ».

Le projet de Martov, leader des Menchéviks disait : « est considéré comme appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie, celui qui, tout en reconnaissant son programme, travaille à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes du parti ». Les Balibar et autres disciples de La Palice pourraient n'y voir que des nuances anodines. Pourtant, Lénine porte le fer contre la formule de Martov : « Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte une idée désorganisatrice, la confusion de la classe (et oui, camarade Balibar !...) avec le Parti ». Toute la bataille de Lénine a au contraire toujours visé à délimiter le Parti, pour en faire l'organisation d'avant-garde résolue, le détachement de combat capable d'entraîner les masses à l'assaut de l'Etat capitaliste, pour le détruire. En matière de recrutement au Parti, la qualité, la rigueur, le niveau de conscience ont toujours prévalu contre la quantité, le nombre.

On retrouve les prolongements de cette bataille, en 1921 dans les thèses du 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale com-

muniste sur « Les méthodes et l'action des partis communistes » : « Pour être membre du parti communiste, il faut, cela va sans dire avec la conviction communiste, accomplir aussi les formalités d'inscriptions tout d'abord éventuellement comme candidat, ensuite comme membre ». Les mêmes thèses avançaient la nécessité pour les partis communistes légaux de procéder à des épurations périodiques du Parti. C'est en fidélité à ces principes, que les sympathisants de notre organisation militent d'abord avec nous dans des comités de sympathisants sans adhérer et qu'ils doivent, avant leur adhésion, suivre les stages de formation. C'est en fidélité à ces principes que les nouveaux adhérents, s'ils participent régulièrement à la vie des cellules, restent stagiaires entre 6 et 18 mois, et ne peuvent élire les organes responsables et voter les résolutions qu'après avoir été titularisés.

Il ne s'agit pas là de règles et de préoccupations formelles. La nécessité de délimiter le parti d'avant-garde découle des conditions de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Le prolétariat est exploité économiquement, dominé politiquement et idéologiquement.

Il ne peut, dans son entièreté accéder spontanément à une vision d'ensemble de ses intérêts historiques et collectifs. Seule sa fraction la plus consciente, la plus résolue, la plus dévouée, peut se hisser à ce niveau de compréhension. C'est déjà ce qu'expliquait Marx dans le Manifeste communiste (en 1848 !) : « Pratiquement, les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien ». Et en conclusion : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé ». La définition proposée par la résolution du 21<sup>e</sup> congrès dilue cette « Intelligence claire des fins générales » dans la simple volonté de « bâtir l'heure des changements ». Nous sommes loin du parti d'avant-garde projeté par Marx et Lénine.

## LA CONTRADICTION DEPASSEE

La sélection rigoureuse des militants est en outre l'une des conditions de la démocratie interne du parti. Hugues Sirach, déjà cité, écrit dans sa tribune : « Comme tout militant, je rêve d'un grand parti au million d'adhérents, mais que se passerait-il si, par hypothèse absurde la moitié de ces adhérents se contentaient d'un changement démocratique et refusaient le socialisme ? ». Sans aller jusqu'à cette hypothèse absurde, qu'il est cependant bon d'envisager, il est facile de voir qu'un recrutement de masse, sans critères précis, ne peut que nuire à la démocratie du Parti. Ces nouveaux adhérents, non convaincus de la nécessité du socialisme, en fonction de quelles conditions, de quelles motivations vont-ils se prononcer sur les textes du congrès, en fonction de quels critères vont-ils élire leurs dirigeants ? Ne seront-ils pas enclins à voter des textes et élire des dirigeants à leur propre image, plus démocrates modérés que communistes ? Une telle pente ne peut qu'accroître le suivisme dans le parti et accélérer sa social-démocratisation politique et organisationnelle.

D'ailleurs, la contradiction relevée par certaines tribunes entre la résolution proposée et les statuts, n'est peut-être qu'apparente. Pour être membre du Parti, il faut « reconnaître son programme », c'était vrai pour Lénine ; c'est encore vrai d'après les statuts du PCF. Mais le programme de Lénine comprenait la nécessité de la lutte pour le socialisme, pour l'appropriation collective des moyens de production, pour la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration d'une dictature du prolétariat et de ses alliés, qui soit en même temps la démocratie la plus large et la plus profonde jamais connue par les masses opprimées. Or, le PC portugais renonce aujourd'hui dans son congrès extraordinaire à faire référence à la dictature du prolétariat. Et certaines tribunes de discussion préparatoires au congrès du PCF ont pu s'inquiéter de voir estompée la perspective socialiste. Ainsi dans l'Huma du 19-10, Jean-Baptiste Malarce note : « Dans le projet de résolution, à aucun moment ne figure même un commencement d'articulation entre les réformes profondes que nous préconisons et la lutte pour le socialisme... Il ne fait pas apparaître le rapport entre la lutte pour les réformes et la plus large perspective. Seule une opération de déduction subtile peut nous amener à interpréter ce qui doit être énoncé clairement ». Et pour cause ! dans la logique du Comité central de juin, le projet de résolution vise à rassurer ceux qui pourraient encore craindre « l'engrenage » conduisant de réformes démocratiques du programme commun au socialisme. Il s'agit donc de bien dissocier le but immédiat et le but final. Au point que le programme se réduise à un programme de réformes démocratiques.

Pour appliquer un tel programme, il est logique que suffise un parti de démocrates avancés et non de communistes. La contradiction entre la résolution et les statuts est ainsi dépassée comme diraient en chœur Althusser et son fidèle disciple Balibar !

c'est « militaire de carrière » qu'il faut lire. Le contingent, connais pas ! Il est symptomatique que lorsqu'un rédacteur s'avance à rappeler que « l'armée... n'est pas un monde à part ni un bloc homogène », il se hâte de battre en retraite pour dénoncer « le fatras idéologique où souvent les images d'Epinal de la grande bourgeoisie se mêlent aux élucubrations gauchistes ».

Il y a tout de même quelque chose de contradictoire dans tout cela. D'une part, on comprend bien comment ce pilonnage en direction des cadres militaires s'inscrit dans une bataille pour l'élargissement — dans la perspective des 51 % ! — du bloc populaire. Il se marie aisément avec

l'offensive de charme en direction des patriotes gaullistes. Après tout, 50 % au moins des cadres militaires n'ont-ils pas voté Mitterrand ?

En revanche, il ne va pas être facile de conjuguer cette offensive patriote avec une tentative de reconquête de l'hégémonie — au moins formelle — sur le mouvement antimilitariste qui prend racine dans la jeunesse et la classe ouvrière. Car pour réussir sur ce terrain, il ne suffit pas de réaliser quelques opérations publicitaires comme le lancement du « statut démocratique du soldat » ou celui du « contre-manifeste des Cent » de Montléry en se démarquant de « l'antimilitarisme puéril des gauchistes ».

Contradiction inextricable par exemple pour des JC qui, dans telle caserne d'Allemagne, mènent grand tapage autour de la diffusion (légitime) de l'Huma, s'efforcent de regrouper en une cellule JC de caserne les soldats combattifs, distribuent avec l'aide du PC allemand une feuille aux soldats, donc mènent un certain type de lutte active contre l'institution militaire et ses représentants ; et qui vont devoir défendre les tribunes de l'Huma et expliquer que tout ce qui peut écarter les cadres d'active de l'unité populaire est contre-révolutionnaire !!! Contradiction également inextricable pour tel autre cercle des JC qui, sollicité par les organisations antimilitaristes, la JOC, le PSU, les jeunes

CFDT pour mener campagne unitaire pour le soutien à des soldats réprimés, sera contraint par l'appareil à se recuser et s'isoler, perdant ainsi toute chance de prendre l'initiative sur l'armée dans la jeunesse, comme l'y incite maintenant Avant-Garde avec une certaine vigueur. Contradiction difficile à assumer pour un militant du PC dans un syndicat qui devra s'entêter à défendre les soldats réprimés en deçà de leurs revendications, notamment la solde au SMIC, la dissolution de la SM et des TPFA !

Une contradiction qui ne fera que s'aggraver au fil du développement des luttes de classes dans les casernes.



# UN LIEN QUI SE TEND...

L'Internationale communiste fut purement et simplement dissoute en 1943. Staline, avait jugé plus commode de ne plus s'embarasser des formes pour gouverner... Loin de supprimer les liens entre l'URSS et les PC, cette dissolution les rendit au contraire plus étroits.

C'est la poussée révolutionnaire, qui se développa à la fin et au lendemain de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, qui créa les premières brèches dans le système stalinien. Confrontés à une montée des masses, le PC yougoslave puis le PC chinois choisirent de prendre des libertés avec la « discipline » imposée par la diplomatie du Kremlin et de marcher à la conquête du pouvoir. Ainsi, l'existence d'Etats ouvriers nés dans ces conditions fournissait une indépendance matérielle qui donnait les bases objectives à des différenciations politiques : la première rupture eu lieu en 48 avec les dirigeants du PC yougoslave qui furent... dénoncés comme fascistes.

Mais la période de guerre froide, qui dressait face à face l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, a gelé le développement de tendances centrifuges au sein du mouvement communiste international. Les tensions bien réelles sont restées limitées.

Après la première conférence de Genève s'est ouverte une période de rapprochement et de collaboration relatifs entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme qui dure depuis 20 ans sans modification importante. Cette période a été marquée par des difficultés croissantes de la bureaucratie soviétique à maintenir son hégémonie sur les Etats et les PC du « camp socialiste » : rupture avec la Chine après la « déstalinisation » ; prise de distance du Viet-Nam de la Corée et de Cuba (au moment de l'OLAS) ; intervention militaire de l'URSS en Tchécoslovaquie après le printemps de Prague ; évolution de fait indépendante de PC comme le PC indien ou le PC japonais, etc. Toutes ces manifestations internationales de la crise du stalinisme ont eu des répercussions importantes sur l'orientation des PC européens.

## UN PROCESSUS DE SOCIAL-DEMOCRATISATION

On ne développe pas impunément pendant 20 ans une ligne de « passage pacifique au socialisme » et de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. En dépit de tournants mineurs, c'est sur cette ligne que plusieurs générations de militants et de sympathisants ont été éduqués, sans que le moindre « tournant gauche » ne vienne tempérer cette éducation réformiste.

Cela détermine chez les PC un processus de social-démocratisation qui se manifeste de plusieurs façons :

— par le développement systématique d'illusions parlementaristes et électoralistes jadis véhiculées prin-

cipalement par la social-démocratie et l'absence de toute éducation révolutionnaire (dictature du prolétariat, révolution mondiale, etc.) sauf chez quelques survivants de l'ancienne génération, rendent difficilement concevable un tournant rapide vers une pratique différente.

— les « succès » de cette orientation réformiste chez plusieurs PC d'Europe qui sont des partis de masse leur ont permis de conquérir toute une série de prébendes au sein de la société bourgeoise comparables à celles qu'avaient conquises (et dans lesquelles s'était engluée) la social-démocratie classique : positions parlementaires, municipales, positions dans les organisations « de masse » et associations diverses, syndicalisme de commissions paritaires, etc.

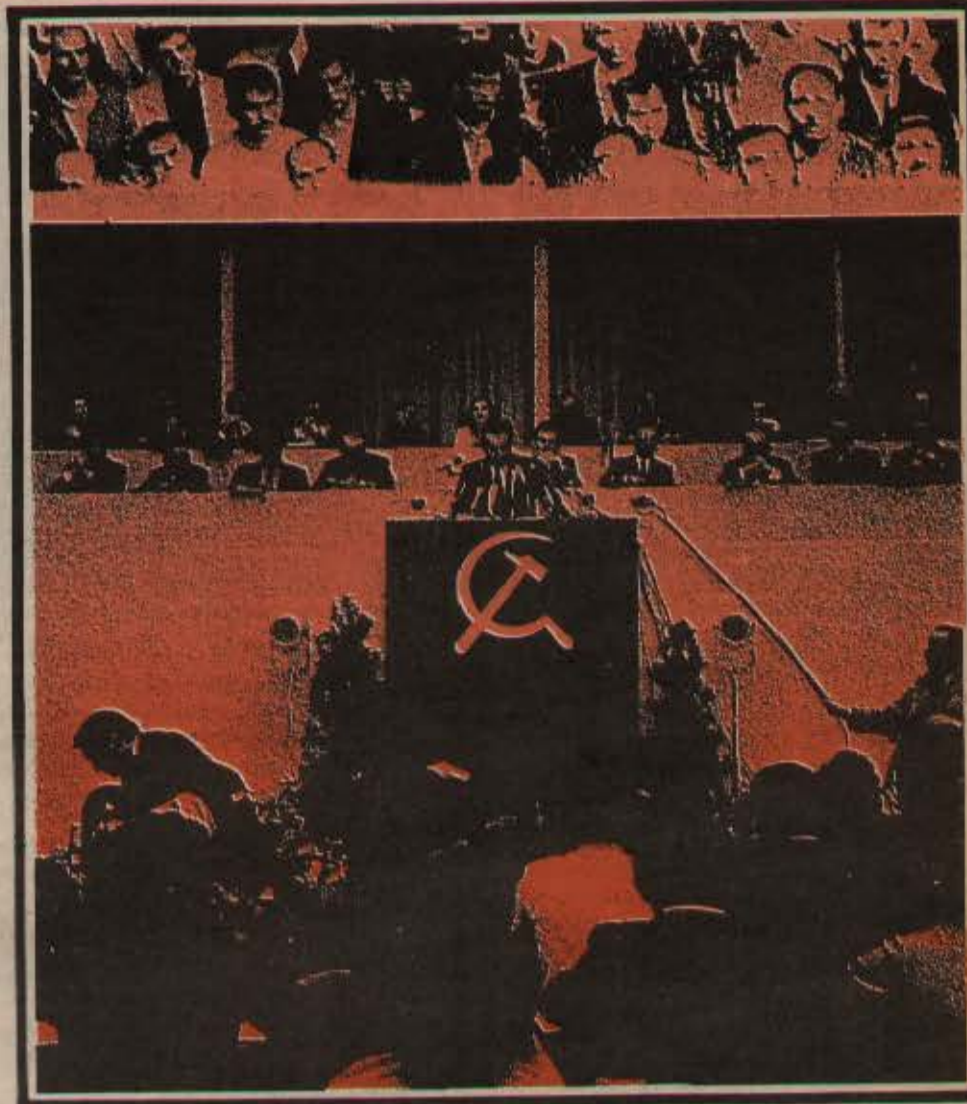
— la longue période de stabilité relative du capitalisme en Europe occidentale (de 1949 à 1968) et l'absence de grandes explosions révolutionnaires dans cette partie du monde pendant cette époque, a considérablement renforcé cette évolution, jouant dans ce sens un rôle analogue à celui de la période d'essor impérialiste en Europe de 1893 à 1914 pour les partis de 1<sup>re</sup> Internationale.

Ce processus de social-démocratisation, s'il est largement engagé est loin d'être achevé : les PC européens restent fondamentalement déterminés non par leur intégration dans l'Etat bourgeois, comme les partis social-démocrates, mais par les liens privilégiés qu'ils entretiennent avec la bureaucratie soviétique. Même si leurs rapports avec l'URSS tendent à se modifier, ces liens (en particulier matériels et financiers) demeurent. A tel point que dans l'hypothèse (improbable) de conflit armé entre leur propre bourgeoisie et l'URSS, seule une petite partie de l'appareil choisirait vraisemblablement de passer avec armes et bagages dans le camp opposé à l'URSS, le gros de cet appareil se refusant à faire le saut.

## LES PC D'EUROPE ET L'UNION SOVIETIQUE

A l'heure où le problème de la participation gouvernementale des PC, pour surmonter la crise et juguler la montée des luttes ouvrières, est posée partout en Europe, il importe de faire le point sur l'évolution qu'ont subie ces PC depuis les années 30, où — fort peu implantés dans leur « réalité nationale » — ils se voyaient cantonnés essentiellement au rôle de garde-frontières de l'URSS, « patrie du socialisme » menacée quotidiennement par la bourgeoisie internationale.

Qu'est-ce qui a changé dans les rapports



entre les PC européens et l'Union soviétique ?

Avec la coexistence pacifique et la politique de « détente » entre l'Est et l'Ouest, l'URSS n'est plus directement menacée. Elle entretient des rapports d'Etat à Etat avec les bourgeoisies des différents pays capitalistes.

Cela ne signifie pas — loin de là — que l'existence de PC liés à elle n'ait plus une grande importance pour la bureaucratie soviétique. Mais cela leur donne une fonction différente : faire pression sur leur bourgeoisie nationale dans le sens des intérêts de la diplomatie soviétique ; mais surtout aider au maintien du statu-quo international en se donnant les moyens de jouer le rôle de rempart efficace face à une éventuelle montée révolutionnaire des masses.

De leur côté, pour les PC européens, la référence à l'URSS n'occupe plus exactement la même place : le rayonnement de la Révolution d'Octobre avait continué à amener dans les partis communistes des centaines de milliers d'ouvriers sincèrement révolutionnaires, longtemps après que la contre-révolution stalinienne ait triomphé ; après la deuxième guerre mondiale, le prestige de l'armée rouge — même aux pires moments de la guerre froide — avait continué à attirer dans leurs rangs des travailleurs d'avant-garde. Aujourd'hui, après les révélations sur les crimes de Staline, après la Tchécoslovaquie, l'affaire Soljenitsyne, etc., l'URSS est devenue un repoussoir non seulement pour les nouvelles générations qui, dans la jeunesse et la classe ouvrière se tournent vers le socialisme, mais aussi pour les « couches nouvelles » (cadres, techniciens, ingénieurs) dont les PC s'efforcent de gagner les faveurs dans le cadre de leur stratégie anti-monopoliste.

Tout cela explique pourquoi (des rapports d'allégeance inconditionnelle à l'URSS entrant en contradiction avec les intérêts de leur politique nationale), les PC européens cherchent de plus en plus à remplacer la subordination par la « fraternité critique » et l'accent mis sur la « voie nationale » au socialisme. D'autant plus qu'ils sont aujourd'hui candidats au gouvernement, en se proposant comme l'ultime carte pour la bourgeoisie face à la crise.

## LA TRANSFORMATION DES LIENS AVEC LES MASSES

Face à la radicalisation qui s'est développée dans l'ensemble des pays d'Europe après 68, les PC se sont retrouvés dans une situation différente de

celles qu'ils avaient connues en 1934-36 ou en 1945-47. Durant ces deux périodes en effet, la fine fleur des travailleurs qui s'étaient révélés au travers des luttes avait été captée par les organisations traditionnelles et au premier chef par le PC qui apparaissait comme plus à gauche. Dans les deux cas, ces montées avaient été suivies rapidement de périodes de reflux (guerre mondiale, guerre froide) qui avaient empêché un réel développement de l'implantation des révolutionnaires.

Après 68 au contraire, une partie importante de la radicalisation est passée en dehors des organisations traditionnelles. La combativité persistante de la classe ouvrière a permis aux brèches dans la domination réformiste de s'élargir. Une nouvelle avant-garde large, échappant au contrôle des directions traditionnelles s'est développée dans la classe ouvrière et dans la jeunesse : pour la première fois dans leur histoire, est apparu un pôle significatif sur leur gauche.

Ces facteurs ont déterminé dans le PCF en particulier un malaise particulièrement sensible dans la CGT, au cœur de la contradiction entre sa stratégie électoraliste et la combativité ouvrière : stagnation ou recul des effectifs syndicaux, recul aux élections professionnelles après des grèves brisées, usure des cadres chevronnés, remplacés par des responsables sans envergure, difficultés à gagner des jeunes... Autant de signes reconnus par les dirigeants confédéraux eux-mêmes, auxquels il faut ajouter l'absence totale de vie des cellules d'entreprises.

Ces difficultés ne se résorberont pas. Elles sont un signe des temps. Elles signifient non pas que la domination du PCF s'est qualitativement affaiblie, mais qu'on peut s'attendre au développement dans ce parti d'une série de différenciations comparables à celles qui se sont produites dans le PC italien : développement de courants de droite, « sociaux-démocrates » dans certaines sections ; vulnérabilité des jeunes communistes à la pression des révolutionnaires ; perte d'homogénéité de la fraction du PCF dans la CGT avec le développement de divisions entre militants partisans du programme commun sur la tactique des luttes.

La venue de PC européens au gouvernement se traduirait probablement dans un premier temps par un regain de crédibilité et un renforcement numérique. Mais elle ne saurait gommer leur divorce avec des dizaines de milliers d'éléments combattifs. Elle ne pourrait au contraire à terme que l'accentuer.





Kagan

# UN METIER SI FEMMININ !

A l'hôpital Edouard Herriot de Lyon, le service des grands brûlés ne reçoit plus les malades : sur les 9 infirmières spécialisées du service, il n'en reste que 5, et bientôt quatre. Les autres sont malades ou démissionnaires. Dans la même ville de Lyon, 400 lits sont fermés faute de personnel. Dans plusieurs services à Paris, la situation est quasi identique : des étudiants en médecine sont embauchés pour faire les gardes de nuit. A Broussais, dans un service de chirurgie, les infirmières de jour ou de veille sont « invitées » à assumer la garde de nuit... en attendant la promotion d'élèves infirmières de février 75.

Dans la plupart des hôpitaux français, les normes de sécurité en matière de surveillance des malades ne sont pas respectées. Comment le seraient-elles avec un personnel moitié moins nombreux qu'il ne le faudrait, et surmené ?

Cette pénurie d'infirmières éclaire de manière fort intéressante la condition féminine. Écoutons les autorités compétentes. Weil, ministre de la Santé, déclare à la tribune de l'Assemblée que « la pénurie d'infirmières est mondiale ». On se console comme on peut... on est d'ailleurs heureux d'apprendre que sous le ciel capitaliste les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets ! Un responsable de l'Assistance publique est, lui, plus clair. Tous les maux de l'hôpital, déclare-t-il, en substance, à la radio, viennent de ce que les infirmières sont des femmes. Suivez le raisonnement : ce sont des femmes, on ne va quand même pas les payer comme des hommes, donc elles sont mal payées, donc avides et intéressées comme sont les femmes,

elles se dégoutent promptement du métier... Sans compter l'absentéisme si féminin pour la coqueluche du petit dernier, ou parce que ces dames ont leurs nerfs. Un vrai désastre ! Solution : si on employait des hommes... ? Cela ferait des économies de crèches comme ne l'a pas dit notre responsable de l'A.P., mais comme il l'a sûrement pensé.

Sur ce, Giroud, à qui rien de ce qui est féminin n'est étranger, déclare qu'il faut lutter contre la féminisation systématique d'un emploi, parce que féminisation entraîne dévalorisation et baisse de salaire. Quel aveu, et combien éclairant sur les contradictions actuelles du capitalisme !

Infirmière, c'est le métier féminin par excellence, prolongement socialisé des soins donnés par les femmes à l'intérieur de la famille. Ce sont les femmes qui soignent et veillent les malades dans les familles ; c'est bien connu, c'est même, selon St Paul, leur principale raison d'être avec la maternité ! Le capitalisme pour ses besoins s'est contenté de socialiser en la perpétrant la division sexuelle du travail existant dans la famille. Les femmes faisaient de la couture, elles se retrouvent, lorsqu'elles travaillent au dehors, dans le textile ou l'habillement, elles étaient les « secondes » du mari, elles se retrouvent secrétaires du patron, etc... Le métier d'infirmière confond dans un même mythe l'image de la maternité (la mère qui veille sur ses « enfants »), et celle de la soeur de charité ou de la dame patronesse qui dérive de la première (les guerres sont l'occasion pour toute femme bourgeoise qui se respecte de s'engager comme infirmière).

Cela c'est le mythe... mais il a la vie dure. Témoin ce passage com-

plaisamment reproduit dans un journal appelé *Rouge*, de M. Rossi sur l'insurrection des Asturies, il y a à peine 3 semaines : « Il y a d'autres nécessités que se battre le fusil à la main... le ramassage et les soins des blessés. Tout cela incombe aux femmes ! » Aux hommes le fusil, aux femmes la charpie ?

Quand on passe du mythe à la réalité, on trouve un métier épuisant, et des salaires de misère au regard d'une qualification relativement élevée. Résultat : la profession est désertée, les infirmières diplômées quittent les hôpitaux pour se reconvertir dans le privé. Du même coup, les soins aux malades sont donnés par du personnel non qualifié, aides soignantes, et même « fille de salle » comme on dit, embauchées pour faire le ménage, et à qui on fait faire des piqûres. Ces deux dernières catégories de personnel sont surexploitées, laissées sans qualification.

Aujourd'hui, la crise est si aigue que le pouvoir se pose des questions sur la rentabilité du système mis en place. L'explication est simple. Féminisation d'un métier entraîne immédiatement sous-paiement et surexploitation, Giroud a raison sur ce point (cf. la dévalorisation actuelle du métier d'enseignant). Pourquoi ? Quand, seul, l'homme travaille, son salaire est calculé de manière à pouvoir entretenir toute sa famille ; dès lors, la majeure partie des femmes-d'âge actif étant mariées, l'employeur capitaliste se comporte comme si toutes l'étaient ; et effectivement le gain de salaire d'une femme mariée qui se met à travailler, une fois déduits salaire unique et frais de crèche, est dérisoire la plupart du temps.

Autrement dit, la présence des femmes dans une profession encore à majorité masculine entraîne une pression à la baisse des salaires ; dans un métier totalement féminisé comme celui d'infirmière, c'est le sous-paiement systématique et la dévalorisation « morale » de la profession.

Or, le problème actuel, pour le métier d'infirmière, est qu'il est si dévalorisé que même les femmes n'en veulent plus. Que faire ? Augmenter les salaires des infirmières, améliorer les conditions de travail, diriger les femmes vers la profession par une formation adaptée, cela coûterait cher. Cela coûterait d'autant plus cher que si l'on veut fixer davantage de femmes dans un métier dont les horaires sont irréguliers (gardes de nuit, veilles), cela demande le développement d'équipements collectifs (entre autres de crèches). L'ennui, c'est que la période est aux restrictions de crédits et que la bourgeoisie n'a nullement l'intention de financer aujourd'hui la construction d'équipements collectifs en nombre substantiel. Et, comme par ailleurs, le chômage menace, qu'il menace en raison de la crise économique, aussi bien les hommes que les femmes, certaines conséquences de la division sexuelle du travail pourraient bien être remises en question. C'est tout le sens de la déclaration du responsable de l'Assistance publique : et si on embauchait des hommes ? Certes, il faudrait revaloriser la profession, c'est-à-dire, entre autres, augmenter les salaires ; mais par ailleurs, en renvoyant les femmes au foyer (comme c'est toujours le cas dans une période de crise économique), on économise sur les équipements collectifs et on réduit le chômage qui pourrait être générateur de troubles sociaux. Oui, mais voilà, le métier d'infirmière se confond dans l'esprit des gens avec la féminité ; la bourgeoisie a elle-même construit ce mythe en utilisant l'oppression des femmes. Difficile de changer une image de marque. Encore que Giroud, avec ses appels à la masculinisation des professions féminines pourrait se révéler utile. N'est-ce pas elle qui proposait récemment un numerus clausus destiné à protéger les hommes dans les concours de recrutement de l'enseignement ?

En résumé, avec la crise ouverte par la pénurie d'infirmières, c'est tout le problème du travail féminin avec les contradictions de la bourgeoisie à ce sujet qui s'expriment. **Contradiction entre l'intérêt qu'il y a pour le système à surexploiter une couche de la population, d'une part, et les tensions engendrées par cette surexploitation (désertion de la profession) et d'autre part, la nécessité de prendre en charge les tâches que les femmes travailleuses ne peuvent plus exercer dans la famille.** La bourgeoisie tente de résoudre cette contradiction différemment selon la situation économique et politique ; en période d'expansion et de plein emploi, on invite les femmes à travailler et on les cantonne dans des branches d'activité spécifiques où leur surexploitation est plus aisée, on en construit même quelques unes ; en période de récession, on tente de renvoyer les femmes au foyer et de masculiniser les métiers dits féminins.

Les révolutionnaires doivent aujourd'hui dénoncer :

- sur la question spécifique des infirmières, les conditions de travail et de salaires scandaleuses. Des luttes ont commencé à se développer dans les hôpitaux ; elles ne peuvent que s'amplifier aujourd'hui

- la tentation actuelle de la bourgeoisie de mettre au chômage les femmes, vu la crise. C'est une division intolérable de la classe ouvrière, qui utilise l'oppression des femmes, et qui doit être combattue comme telle.

Il nous faut aussi rappeler que la division sexuelle du travail en métier masculin et féminin ne sert que le capitalisme. Ce qu'il convient de dénoncer dans certaines déclarations de Giroud, ce n'est pas l'appel à la « masculinisation » en soi de certains métiers, mais ce que cet appel recouvre aujourd'hui. Et cette dénonciation n'est viable que si elle s'accompagne de la remise en cause radicale de l'existence de métiers « masculins » et « féminins ».

Frédérique.



# DES TENDANCES, POURQUOI, COMMENT ?

Quatre tendances sont désormais reconnues ; ce sera le chiffre définitif. Certains lecteurs ou sympathisants sont peut-être déconcertés de la publicité donnée au débat de tendance préparatoire au 1<sup>er</sup> du FCR. C'est que les conditions de démocratie interne et de débats, ont été oubliées, éra-

sées par plusieurs décennies de monolithisme stalinien, de congrès préfabriqués. C'est précisément pour réagir contre ce passif, pour restaurer publiquement une autre conception du centralisme démocratique que nous organisons ainsi notre débat. Nous pensons être, ce faisant, fidèles à

l'authentique tradition léniniste.

Alors, que sont ces tendances et comment fonctionnent-elles ?

Tout camarade ou groupe de camarades désireux d'appeler à la constitution d'une tendance ont la possibilité de publier dans le bulletin



## LE PLUS FACILE EST SOUVENT LE PLUS CORRECT OU QUELS DEBATS REELS

tendance 3

(Réponse à la tendance 2)

### L'HISTOIRE NOUS MORD LA NUQUE !

Cette « petite phrase » a marqué nos débats depuis Mai 68. Elle a donné lieu à une conception erronée de la **crise** révolutionnaire à venir : celle-ci se déroulerait alors même que les grandes concentrations ouvrières resteraient sous le carcan des directions stalinienne, débordées seulement dans les secteurs périphériques auxquelles étaient prêtés d'ailleurs des vertus révolutionnaires et militaires qu'elles sont fort loin d'avoir. Un tel pronostic ne pouvait que ramener à une conception ultra-bolchévique (voire putschiste) du parti à construire. En fait, si les masses travailleuses sont entraînées dans le processus révolutionnaire tout en restant dominées par les organisations réformistes et légalistes, la révolution sera défaite. Notre objectif **stratégique** est donc bel et bien centralement de battre ces organisations dans la classe **toute entière** au cours du processus même de montée. Il est vrai que l'histoire nous presse, que les délais seront toujours courts pour la tâche à réaliser. D'où l'importance du débat actuel qui porte sur **comment** résoudre cette tâche :

Notre divergence avec les camarades de la tendance 2 ne porte pas sur l'objectif : gagner à nos rangs les travailleurs qui rompent avec les réformistes, être capable de faire un saut qualitatif dans notre intervention dans les luttes, et donc transformer notre organisation pour répondre à ces tâches. Notre désaccord porte sur l'orientation politique et organisationnelle qui doit armer le FCR pour répondre à cet objectif central.

### POUR CONSTRUIRE LE PARTI... CE QUI EST LE PLUS FACILE EST SOUVENT LE PLUS CORRECT

Avant mai 68, nous avons compris que le principal terrain où nous pouvions acquérir une certaine force organisationnelle, était celui des luttes anti-impérialistes, et qu'il fallait partir des mobilisations des premiers secteurs qui rompaient avec le stalinisme : les étudiants.

Aujourd'hui, les conditions sont infiniment plus riches ; il ne s'agit plus seulement de s'appuyer sur les grandes mobilisations des étudiants et lycéens pour essayer d'influer l'évolution des travailleurs. On peut aussi directement s'implanter dans les entreprises avec l'objectif de battre en brèche l'influence des réformistes sur tous les terrains, dans tous les secteurs de la classe. Mais cela ne supprime pas pour

autant les conditions **inégaies** de notre progression, la façon dont la conscience de classe est au départ inégalement marquée selon les couches du prolétariat par l'influence stalinienne et réformiste, et, par conséquent, la manière dont nous pouvons opérer les sauts qualitatifs de notre implantation ouvrière, en choisissant les terrains les plus favorables pour y manifester notre capacité de conduire des luttes. Nous pouvons et devons donc définir et enrichir à la lumière des conditions nouvelles ouvertes par mai 68, une nouvelle stratégie de construction du parti (1).

### LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE TRAVAIL OUVRIER

Rompre avec l'empirisme, c'est d'abord comprendre l'évolution même des classes sociales et de nos tâches stratégiques (2). Mais sur le plan tactique, cela ne signifie pas nécessairement aller nous implanter d'abord là où nous rencontrons le plus de résistance !

Allons-nous essayer de nous implanter prioritairement dans les bastions dominés par les stalinien ? La tendance 1, cohérente avec son appréciation des vertus prolétariennes des ouvriers du PCF, tend à dire oui, clairement (avec priorité absolue à la CGT, sur ces bases). La tendance 2 oscille : face à la tendance 1, elle est souvent plus tendance 3 que nous mêmes. Face à nous, elle tend à durcir en sens inverse.

Nous disons : les « bastions », qui se trouvent être historiquement les secteurs de la classe organisés par les stalinien de façon traditionnelle seront en général les derniers à être gagnés à notre audience. Nos critères de priorité d'implantation doivent rechercher les **nouveaux bastions qui se forment hors de l'emprise des directions bureaucratiques. Les caractéristiques générales de ces nouveaux bastions, c'est d'être marqués par le rajeunissement** du prolétariat, qui acquiert une conscience de classe à partir de sa concentration, de son exploitation, des rapports de forces, de ses luttes et de l'exemple des luttes les plus significatives de la période récente. Nos choix quant à l'implantation syndicale, doivent être pris cas par cas en fonction d'un certain nombre de critères : meilleures possibilités d'interventions et d'implantation (avec préférence donnée à l'implantation à la fois dans la CGT et la CFDT) ; rôle des sections locales dans l'animation des luttes, traditions nouvelles, émergences de cadres combattifs ; capacités de nos propres militants ; implantation déjà

acquise au niveau de la branche d'industrie, etc. Dans tous les cas, nous sommes guidés par la bataille pour l'unité de la classe en particulier pour l'unité syndicale avec droit de tendance, ce qui donne à notre participation à la CFDT une coloration qui, en aucun cas, ne peut être anti-cégétiste et réciprocement.

Dans les débats, les membres de la tendance 2 avancent une série d'autres critères. On nous présente parfois le secteur productif comme prioritaire du fait du rôle qu'il jouerait **après** la révolution ! Sur le plan méthodologique, c'est contestable à plusieurs niveaux, mais surtout parce que le moteur de la lutte de classes, ce sont les contradictions vécues par les couches sociales dans le cadre du système qui les exploite, pas ce qui se passera demain pour elles.

On nous affirme aussi qu'il faut s'implanter prioritairement dans le secteur productif, parce que c'est là qu'il est possible de réaliser des expériences de contrôle ouvrier, « comme à Lip ». Nous répondons que l'exemple de Lip (le « trésor de guerre »), n'est généralisable qu'aux secteurs produisant des marchandises de petites dimensions, finies, et de consommation courante. Et que l'essentiel, ce n'est pas le trésor de guerre mais la **grève active, la remise en marche, l'utilisation des instruments de travail au profit de la grève**, sans le patron : cela n'est pas toujours possible dans le secteur productif (par exemple, que faire des Mirages ?) mais peut être possible dans les branches du secteur improductif qui nous intéressent par leur concentration et leur rôle dans le fonctionnement du système. Au cours de grèves, les transports peuvent être remis en marche au profit des travailleurs ; les banques et les chèques postaux peuvent payer les travailleurs, la télé et la presse peuvent être mises au service des grévistes, etc...

Les choix stratégiques de construction du parti révolutionnaire, à un moment donné, doivent être établis en fonction des voies les plus rapides pour organiser l'avant-garde de toute la classe.

De ce point de vue nos critères ne sont pas, à l'inverse, de concentrer nos efforts dans le secteur improductif, mais de savoir exploiter, sans peur et sans réticence, notre implantation dans ces secteurs, à la fois parce qu'ils ont aussi leur importance sur le plan stratégique et que, si nous pouvons y réaliser une profonde percée politique et syndicale, ils deviendront en plus tactiquement essentiels.

Au-delà, et en même temps, il nous faut rassembler nos forces sur les branches industrielles les plus importantes en fonction de leur place en France et en Europe, là où le rajeunissement du prolétariat et sa concentration peuvent nous faire escompter des percées à moyen terme. Où avez-vous lu ou entendu, camarades de la tendance 2 que « le plus facile est souvent le plus correct » signifiait pour nous ne pas rompre avec le dilettantisme et l'empirisme ? Il signifie seulement comprendre que notre politique **volontariste et consciente** de répartition de nos forces, doit continuer à s'appuyer sur les points faibles - aujourd'hui démultipliés - du stalinisme, pour mieux le combattre.

Rompre avec l'empirisme c'est enfin tirer clairement notre bilan et armer toute l'organisation de la compréhension de l'ensemble de ses tâches communistes. Cela nous permettra d'aller non seulement de l'avant sur le plan politique, mais de faire, dans la clarté, le tournant nécessaire sur le plan organisationnel.

Tendance 3

(1) Nous reviendrons ultérieurement sur un autre aspect des débats : nos carences et nos tâches dans l'affirmation de réponses communistes sur tous les terrains de la vie quotidienne, et en particulier l'enrichissement de notre travail ouvrier par l'intervention sur les thèmes récents de radicalisation : les luttes contre l'oppression des femmes, l'anti-militarisme... la place du travail dans la jeunesse. Là aussi une nouvelle combinaison de nos interventions était et reste possible. (2) Evitons les caricatures : nous ne disons pas que la jeunesse, les étudiants et les ingénieurs sont des prolétaires ! Nous analysons l'ensemble des déterminants sociaux hétérogènes des lycéens et des étudiants, la manière dont leur avenir les conditionne ; nous analysons en outre la réalité différenciée de la prolétarianisation de ces couches dites moyennes depuis trente ans et plus en France, et nous analysons le processus partiellement réalisé et toujours en cours de prolétarianisation des couches scientifiques et intellectuelles intégrées au processus de production.

### MOTION VOTÉE PAR LA TENDANCE 3

« L'assemblée nationale de la tendance 3 désapprouve le titre « Deux partis ouvriers-bourgeois » de son article paru dans Rouge N° 269, étant donné que ce titre donné à l'article par son rédacteur au dernier moment, ne rend pas compte de la complexité du problème des différences et proximités du PS et du PCF que l'article lui-même précise »





intérieur un texte plate-forme et de recueillir sur cette base des signatures dans l'organisation. Dix signatures de membres titulaires leur donnent droit à une réunion nationale, financée par la trésorerie nationale, pour mettre au point leur plate-forme définitive. lorsqu'une plate-forme a obtenu 30 signatures de membres-titulaires, la tendance est reconnue par le comité central ; elle accède alors à tous les moyens (bulletin intérieur, voyages) nécessaires à la démocratie du débat.

Le budget du congrès, la publication des bulletins du débat, l'ordre de parution des textes sont gérés par une commission paritaire inter-tendances où siègent deux délégués par tendance reconnue.

Au niveau des villes, les tendances ont la possibilité de tenir des réunions de travail, de mettre en place leurs commissions.

Chaque ville ou section de l'organisation est tenue de réunir des assemblées générales devant lesquelles sont présentées ou débattues, contradictoirement, les positions des diverses tendances. La préparation du congrès s'achève par des congrès locaux où les délégués sont élus à la proportionnelle par tendance, sur la base des votes recueillis par les différents projets de résolution.

Le droit à l'organisation en tendance permet que les courants, les sensibilités se regroupent et travaillent en commun pour élaborer leurs positions, les approfondir, les remettre à l'épreuve de la polémique, à l'occasion les rectifier. Le débat de tendances permet également de briser temporairement la pyramide des directions élues, de brasser au sein de

chaque tendance, sans intermédiaire, les militants de base et les militants responsables, élus par le précédent congrès, d'approfondir les bilans critiques et autocritiques de la ligne appliquée et des directions.

L'organisation démocratique d'un débat de congrès est la preuve et la condition de la santé d'une organisation révolutionnaire. C'est pourquoi nous nous félicitons du débat en cours qui, 6 ans après 68, laboure en profondeur une génération de jeunes militants, et qui portera ses fruits bien après le premier congrès du FCR. C'est pourquoi aussi nous avons décidé à l'unanimité de donner à ce débat une expression publique à travers les tribunes de Rouge, à raison d'une page par tendance tous les quinze jours.

Rouge

# UNE NOUVELLE ÈRE DE FRONTS POPULAIRES EN EUROPE

tendance 4

## I) CRISE DES ETATS BOURGEOIS EN EUROPE ET SOLUTIONS DE COLLABORATION.

La situation politique en Europe capitaliste est dominée par deux grandes tendances : tout d'abord la crise profonde dans laquelle sont entrés les divers Etats bourgeois sous les coups répétés de la remontée des luttes de masse et singulièrement des luttes ouvrières. En second lieu, l'apparition de solutions politiques portées par les directions traditionnelles de la classe ouvrière qui prennent simultanément la forme d'accords programmatiques et de coalitions organisationnelles de collaboration de classes. Sous ses deux aspects, la situation politique dans la plupart des grands pays capitalistes d'Europe présente une unité de développement, elle-même inscrite dans le cadre de grandes lignes de force à l'échelle mondiale.

La crise des Etats bourgeois en Europe apparaît comme l'effet direct au plan politique d'un changement qualitatif du rapport des forces entre les classes à partir de la fin des années 60. Pour résoudre cette crise et assurer de façon durable un nouvel équilibre politique, la bourgeoisie européenne ne peut s'en tenir à de simples réformes constitutionnelles ou aux seuls changements d'équipes gouvernementales. Elle doit envisager la transformation radicale du rapport des forces sociales en sa faveur au travers d'une série d'épreuves centrales avec le mouvement de masse. Cependant, la faiblesse relative des instruments politiques dont elle dispose — l'Etat et les partis bourgeois traditionnels — la paralyse et constitue en retour les conditions d'apparition de solutions de collaboration de classe intégrant les vieilles directions ouvrières. De telles solutions apparaissent aujourd'hui, avant même qu'elles soient investies de responsabilités gouvernementales, comme des moments nécessaires, quoique très temporaires à la solution de la crise politique de la bourgeoisie. En enchaînant programmatiquement le prolétariat à la bourgeoisie par l'intermédiaire de sa fraction la plus démocratique, elles désarment, démembrant et divisent le mouvement des masses, préparant ainsi le terrain d'un affrontement de classe dans les pires conditions possibles pour la classe ouvrière. Ces solutions répondent ainsi dans leurs fondements à la fonction historique des fronts populaires.

En Italie, le Parti communiste donne une forme spécifique à ce projet au travers du « compromis historique » qui doit le lier à tout ou partie de la Démocratie

chrétienne. C'est déjà en fonction de cette perspective politique que le PCI développe tous ses efforts pour éviter que la crise de l'Etat italien, qui prend des aspects caricaturaux et grotesques ne se transforme en une débâcle généralisée pour la bourgeoisie. Il n'est pas excessif d'affirmer que aujourd'hui c'est uniquement de l'orientation contre-révolutionnaire du PCI que dépend l'existence précaire de l'Etat italien. En Espagne, la crise du franquisme surgissant de toutes les prémisses du mouvement général des masses qui l'abattront, fournit aussi l'occasion aux directions ouvrières traditionnelles, le PCE en tête de se lancer à corps perdu dans la collaboration de classe avec les secteurs démocratiques de la bourgeoisie espagnole. Ainsi s'explique l'apparition de la « junte démocratique » et de l'Assemblée de Catalogne, véritables fronts populaires clandestins ou dans l'immigration auxquels participent des représentants de certains secteurs monarchiques, de l'Opus Dei, d'anciens franquistes convertis à la « démocratie », etc...

Au Portugal enfin, où chaque jour apporte la preuve du mouvement profond des masses vers la liquidation totale de la domination capitaliste, le PCP et le PSP collaborent au gouvernement avec le Parti populaire démocratique et le MFA sur la base d'un programme démocratique bourgeois dont les effets concrets se sont clairement fait sentir au moment des grandes grèves de l'été dernier. (grève générale des postes par exemple brisée par les staliniens) et au moment de la chute de Spínola.

## II) UN PRONOSTIC ERRONE

Ce développement de la situation politique en Europe auquel la France n'échappe évidemment pas vient contredire le pronostic unilatéral et mécaniste du document d'orientation voté pour ce continent par la majorité du 10<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (cf. N<sup>o</sup> spécial de « IV<sup>e</sup> Internationale ») et qui souligne la tendance ininterrompue vers l'Etat fort. Cette « prévision » ne rend compte en rien du processus contradictoire de crise des formes de domination politique de la bourgeoisie, de la part active qu'y sont amenées à prendre les directions ouvrières contre-révolutionnaires des moments que peuvent constituer les fronts populaires dans le retour à un équilibre politique plus profond de l'Etat bourgeois. De ce fait, « l'orientation européenne » reste incapable de déceler même empiriquement toute la complexité de la

situation présente qui recèle précisément l'exact contraire de ce qu'elle affirme : la chute dans nombre de pays européens ou la crise ouverte des Etats forts : en Grèce, au Portugal, en France, en Espagne, etc.

## III) L'U.G. APPLICATION CONCRETE DE LA LIGNE DES FRONTS POPULAIRES

En France, la ligne de collaboration de classe a pris la forme spécifique de l'Union de la gauche. Le programme de cette coalition gouvernementale est un programme démocratique bourgeois élaboré par le PCF et le PS dans le but unique d'intégrer à leur coalition des forces bourgeoises capables de sanctionner organisationnellement leur projet de front populaire. L'intégration des radicaux de gauche dans la coalition n'a constitué que le premier jalon d'une « ouverture » beaucoup plus large à droite. En cela, elle était significative politiquement du projet stratégique de l'Union de la gauche. Elle annonçait déjà le ralliement des secteurs démocratiques et populistes du gaullisme que libère l'approfondissement de la crise de l'Etat fort gaulliste depuis notamment l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Cette tendance générale ne peut que s'accroître.

Les tendances 2 et 3 du FCR ont constamment refusé de caractériser l'U.G. comme Front populaire « classique » sous prétexte que les radicaux de gauche ne représentaient pas une fraction « significative » de la bourgeoisie.

Dès avant le premier tour des élections présidentielles, le FCR a même déclaré que son appel à voter Mitterrand dépendait du caractère « significatif ou non » des alliances organisationnelles qu'il contracterait. C'était d'une part se méprendre totalement sur l'importance politique décisive de la présence des radicaux dans l'Union de la gauche et d'autre part s'illusionner soi-même sur le caractère fondamentalement collaborationniste de l'U.G. en réduisant la signification politique des radicaux à leur importance numérique. La perspective tracée par le FCR à ce moment consistait à préparer « le débordement » de l'Union de la gauche en cas de victoire de Mitterrand, en faisant l'économie d'une bataille politique sur l'ensemble du front programmatique contre la collaboration de classes.

Le rôle activement contre-révolutionnaire de l'U.G. ne dépend pas fondamentalement de son arrivée au pouvoir quoique une telle éventualité en décuplerait l'efficacité et la portée. Déjà, l'Union de la gauche entrave directement

le développement des luttes de masses, leur généralisation, leur centralisation. C'est déjà en son nom qu'est justifié l'attentisme sur le front syndical, comme c'est en son nom que les directions traditionnelles tentent de briser la grève des banques et d'imposer la « trêve sociale » durant les élections. Pour reprendre une expression consacrée dans le débat de tendance, ce n'est nullement l'U.G. « qui stimulerait une dynamique de classe contre classe ». C'est au contraire le mouvement profond des masses qui revêt cette dynamique et l'U.G. lui oppose à tous moments ses perspectives de collaboration.

Pourtant, l'U.G. répond à une question concrète produite de tout le développement de la crise des rapports sociaux, celle du pouvoir. Si sa réponse est contre-révolutionnaire, elle n'en constitue pas moins une réponse concrète, capable de polariser les masses, qui, idéologiquement et politiquement dominées par le réformisme restent incapables à distinguer une politique d'indépendance de classe, d'une politique de collaboration qui font encore largement confiance à leurs directions et qui ne s'en séparent que très partiellement et jamais politiquement. C'est ce qui explique non seulement le succès électoral de Mitterrand mais aussi le renforcement organisationnel du PS.

Si la question du pouvoir politique de la bourgeoisie est objectivement posée, si les masses croient par ailleurs que l'U.G. constitue une réponse concrète répondant à leurs besoins objectifs d'une autre politique, l'avant-garde communiste doit impérativement répondre elle aussi concrètement à cette question en opposant à la ligne de collaboration des vieilles directions la double exigence stratégique permanente de toute politique prolétarienne : à savoir celle de l'unité et de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Cette double exigence doit trouver une expression concrète en termes de mot d'ordre de pouvoir, elle doit remplir d'un contenu précis la formule générale du gouvernement ouvrier. Si l'avant-garde communiste s'avère incapable de sortir du propagandisme lorsque la question du pouvoir est posée, elle failli à ses tâches dans un domaine où pourtant elle est la seule à pouvoir tracer la voie par laquelle la classe ouvrière se constitue en classe politiquement consciente de ses intérêts historiques.

Nous reviendrons dans le prochain article sur le problème du gouvernement ouvrier et sa forme concrète dans la situation actuelle.

Tendance 4





# LE WATERGATE DE MARCEL DASSAULT?

ARMEE



Oui ou non la société Marcel Dassault a-t-elle tenté d'acheter un parlementaire hollandais en lui proposant de devenir son « conseiller spécial » pour 2,5 millions de francs ? Parfaitement imaginable en dépit des démentis énergiques et répétés de M. Dassault soi-même. En tout cas une affaire placée au cœur du vaste réseau d'intrigues nouées à l'occasion des négociations sur le remplacement des avions de combat en Belgique, Hollande, Danemark et Suède.

De quoi s'agit-il ? Du « marché d'armes du siècle » comme dit Jacques Isnard dans « Le Monde ». Un marché portant sur 350 avions environ, soit 18 milliards de francs. Sont en compétition pour le remplacement des F 104-Starfighter actuellement en service : deux avions américains, le YF 16 de Général Dynamics, le YF 17 Cobra de Northrop, le Mirage F 1M 53 de Dassault et un avion suédois, le Viggen/Eurofighter de Saab. Un marché qui soulève un si grand nombre de problèmes politiques, diplomatiques, économiques, militaires, qu'à l'issue de plusieurs mois d'investigations et d'une visite des quatre ministres de la Défense des pays concernés, les gouvernements de ces pays ont décidé de repousser leur décision définitive de trois mois encore.

## PROBLEMES POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES

De ce côté, naturellement, Français et Américains se livrent à un jeu de pressions contradictoires. Pour le gouvernement français, une thèse toute simple : l'achat des « Mirages » par les quatre pays constituerait « un test de la volonté politique de l'union de l'Europe » (Chirac dixit). Pour

les Américains, l'achat d'un avion U.S. manifesterait un attachement bienvenu au système de défense collective proposé par l'OTAN et... pourrait peut-être rendre le Congrès plus compréhensif en ce qui concerne le maintien des troupes américaines en Europe, en dépit des dépenses qu'occasionne ce stationnement.

## PROBLEMES ECONOMIQUES

Les problèmes tournent autour du caractère plus ou moins onéreux de tel ou tel modèle, évidemment, mais surtout autour du type de compensations industrielles que chaque fournisseur propose à ses clients. Problème décisif qui donne lieu à une surenchère effrénée de la part des pays concurrents. La France peut se prévaloir des résultats d'un marché précédemment conclu : « six ans après avoir acheté 106 mirages 5, la Belgique a reçu, à ce jour, des industriels français des compensations se montant à 55 % de la charge totale de travail et... d'ici à deux ans, cette compensation industrielle et financière devrait atteindre 70 % de la valeur du contrat inclus à l'époque » (Le Monde-5.10.74).

Pour leur part, les Américains offriraient que 40 % des commandes des

quatre pays soient construits en Europe et même que certains appareils soient construits dans ces pays pour l'US-Air-Force. Les Suédois pour leur part, ont également dû avancer des propositions de compensations industrielles intéressantes puisqu'ils ont réussi à gagner à leur cause les syndicats néerlandais...

## PROBLEMES MILITAIRES

Ceux-ci, enfin, sont tout aussi complexes dans la mesure où tous ces appareils sont sensés se valoir...

Bref, un bel imbroglio et un champ de bataille entre pays fournisseurs où tous les coups sont permis : perquisitions sauvages dans les attachés-case des petits copains, efforts innombrables pour soudoyer quiconque peut avoir voix au chapitre dans la décision finale, chantages de toutes sortes (à l'issue de la visite à Paris des quatre ministres de la Défense, le gouvernement français annonçait que l'armée de l'air française serait équipée du Mirage F 1 M53... si d'autres pays l'achetaient) etc. bref une véritable bagarre de chiffonniers qui jette une lumière tout à fait crue sur les méthodes des marchands de mort de France et d'ailleurs et de leurs supporters officiels. Car, comme le disait justement Le Monde : dans ces transactions, ce sont avant tout des relations d'Etat à Etat qui sont en cause. Ce qui donne la dimension exacte du problème.

Une affaire qui illustre bien les bonnes manières de la France marchande d'armes. Tout comme la récente visite de Soufflet

armée

NOUVELLE CALEDONIE

## LA REPRESSION S'ACCENTUE CONTRE LES FOULARDS ROUGES

3 militants des Foulards Rouges, Bernadette Monteopo, Dewe Gorodé, Eli Poagoune, ont été arrêtés à TOUHO pour dégradation de monument public (accusés d'avoir fait des implications sur un monument aux morts) et condamnés à 3 mois de prison ferme, en flagrant délit par le tribunal.

Cette condamnation scandaleuse appelle une campagne de solidarité très énergique.

**A BAS LA REPRESSION CONTRE LES FOULARDS ROUGES !**

## QUATRE APPELES EN TPFA

Quatre soldats de Frileuse, les 2<sup>e</sup> cl. Foucher, Aleaume, Randone, Lair, vont passer incessamment en TPFA pour « rébellion » à la suite d'une mutinerie dans la prison du camp de Frileuse. Ils risquent 3 ans de prison. Mardi 22, des avocats, personnalités et militants du CDA se sont rendus au Tribunal militaire de Reuilly où avait lieu l'instruction de l'affaire. 7 cars de CRS les y attendaient et ils furent refoulés.

**LIBEREZ LES 4, DE FRILEUSE !**

**TOUS AU TPFA DE REUILLY LE JOUR DE LEUR PROCES !**

en Espagne qui lui a permis de « saluer » l'armée de Franco et d'évoquer les « sentiments d'amitié » qui unissent la France à l'Espagne. Mais surtout de jouer avec conscience professionnelle son rôle de courtier en armes : à son actif, la vente de 21 chasseurs-bombardiers supersoniques Mirage 1 : une option sur des hélicoptères Alouette ; des chars AMX 30 ; une aide française pour la construction de navires de guerre espagnols...

A bas la collaboration militaire franco-espagnole !

A bas la France trafiquant d'armes !

## 4000 SOLDATS ONT SIGNE L'APPEL DES CENT

129 R.I. CONSTANCE (RFA)  
AIRION J.-C., BACHELIER Frédéric, BARBARIN André, BEAL J.-C., BERNARDIN Philippe, BERTINELLI Serge, BIANCHI Adolphe, BLANCHOT BORCHARDT Daniel, BONTE Gérard, BORILLER J.-J., BOSSARD Robert, BOURGEOIS Christian, BRET Michel, BREGG, BRUYERE Michel, BURLET Hervé, CACHARD Alain, CARRE Jean-Robert, CATTARIN CRISTIAN, CHARDEAU Michel, CONDY Alain, CORNOT J.-L., COURTE JOIE Denis, DESMURS Bernard, DEWINTER Lucien, DROUET Paul, DROUOT Patrice, DUPLAY Bernard, DURANTON J.-M., EPINAT Alain, ESCOFFIER Pierre, EYRAUD J.-P., FARGETTE Gérard, FAURE François, FRANCHET Christian, GALEYRAND Guy, GAMEY Philippe, GIBON Yves, GIRON Maurice, GUILLET Bertrand, JOUOT Bernard, KERUZORE Bernard, LANGOUREAU J.-L., LAUXYSSIERE J.-Yves, LEBOT Henri, LEFOUL Jacky, LESPINE Michel, LOUAL Gilles, MARCELLI André, MARTIN Michel, MASTROT Jack, MAUDRY Patrick, MAUPETIT J.-J., MAZUEL Bernard, MINGAM Frédéric, MIDEZ André, MONET Jacques, OMBRET Michel, PAGET Patrick, PAGNOL Daniel, PERLONG Maurice, PESENTI Florent, PILOT J.-J., PORCHER Jack, POTTIER André, POULACHON Daniel, POUPELLE Daniel, RICHARD Patrick, ROYER J.-J., SALAS Antoine, SANCHEZ J.-L., SARTRE Patrick, SCHICH André, SISCHARD Dominique, SURION Jacky, SURIVET André, TOURNADRE Robert, URUOAZ François, VILLENEUVE J.-P., VREUILLE Christian, ZABOTT G., ZERDHOUI Ali.



# INSOUMISSION INTERNATIONALE

**Pour la première fois, une expérience d'insoumission collective internationale est en train de se dérouler en Europe. Des insoumis de France, d'Italie, d'Allemagne, de Suisse, de Grande-Bretagne ont renvoyé leurs livrets militaires au Conseil de l'Europe et se sont insoumis collectivement.**

Dans leur lettre au ministre de la Défense, les insoumis français expliquent :

Nous avons longuement réfléchi ensemble sur le « Service national » et nous estimons de notre devoir de nous insoumettre collectivement. Cette décision est ferme et irrévocable.

Nous avons fait le choix fondamental de travailler à construire une société juste, centrée sur le respect de la personne humaine (et de toutes les

personnes humaines) tant au niveau individuel que collectif. Nous voulons promouvoir une société dans laquelle chacun (e) ait le contrôle de sa propre vie à tous les niveaux, dans l'entreprise, à l'école, dans son cadre de vie, dans la défense des acquis sociaux et politiques. Cela ne s'accomode nullement de l'armée qui au lieu de promouvoir initiative, participation, esprit critique, respect d'autrui, forme des citoyens dociles, respectueux des

hiérarchies, accentue les clivages de classe en marquant chacun dans son état social, entrave l'esprit égalitaire notamment en ce qu'elle crée des attitudes et une idéologie par lesquelles les femmes qui sont la moitié de la population sont maintenues dans un statut d'inférieures...

(...) Il ne nous apparait en effet pas possible, en conscience, d'être complices de l'accaparement des terres des paysans pour entraîner les soldats à la répression de ce qui trouble l'ordre politiques actuel, de faire partie d'une institution utilisée à briser les grèves, de justifier par notre coopération la politique de ventes d'armes qui permet le maintien de la dépendance économique, militaire et politique de

nombreux pays. Nous ne voulons pas que 20 % du budget national soit englouti par la défense nationale, ni cautionner le détournement des énergies de nombreux civils dans la production d'armements et les recherches à caractère militaire.

En dépit de son caractère ambigu, (les insoumis ont l'intention de s'adresser à l'ONU via le parlement européen !), cette initiative se situe clairement sur le terrain du refus de l'armée de classe, sur le terrain d'une sorte de « pacifisme de lutte de classes ». Elle traduit la volonté d'une aile des courants favorables à l'insoumission de passer du refus individuel à une lutte politique collective, orientée vers le socialisme.

## AGEN : UN MEETING INTERDIT PAR LA MUNICIPALITE « DE GOÛCHE »

Mardi 22 octobre devait se tenir à Agen, un meeting de soutien à la lutte des soldats. Avec des signataires de l'Appel des Cent, des insoumis, des objecteurs, convoqué par un collectif unitaire composé du PSU, FCR, militants libertaires, CSOC, soutenu par la CFDT, l'École Emancipée.

Le 21 à 19 h, la municipalité refuse la salle avec l'accord de ses adjoints PC et PS : le colonel de la garnison était intervenu auprès du Maire.

Dans une ville comme Agen, ce terrain de la salle équivalait à une interdiction pure et simple.

Pendant ce temps, des camions militaires sillonnaient la ville et des engagés arrachaient les affiches appelant au meeting.

Une vigoureuse campagne pour la liberté de réunion s'est engagée sur place.

## NANTES LE 14 OCTOBRE

250 personnes à un meeting animé par un ancien marin de Toulon et la troupe Z. Depuis le succès de l'Appel des Cent, la manifestation de Dreguignien et l'éclosion de comités de soldats et de marins, le débat sur la nécessité et les possibilités ou non de mener une action anti-militariste à l'intérieur de l'armée prend une autre tournure avec les objecteurs et insoumis locaux.

## Toulon LE 19 OCTOBRE

De 70 à 80 personnes ont assisté à une réunion-débat sur les luttes dans les casernes et le soutien aux victimes

de la répression militaire, avec la participation d'un des quatre marins arrêtés à Toulon et accusés d'avoir étroitement collaboré à Col Rouge et aux comités de marins. Un débat sur violence ou non violence face à l'armée bourgeoise a révélé une maturation du courant anti-militariste local qui s'est développé et affermi surtout et dans le COA au long d'une campagne de plusieurs mois alimentée par Col Rouge et Dreguignien.

A l'initiative d'un groupe de soldats et d'anciens soldats du XV<sup>ème</sup> arrondissement, un meeting « 6 h pour les luttes des soldats » a été tenu le 21 octobre dans cet arrondissement, après une campagne de plusieurs semaines, qui avait reçu le soutien d'une série d'organisations de l'arrondissement : l'UL-CFDT, le Comité Chili, la JCC, le FCR, le PSU et l'OC-Révolution. Ce sont près de 300 personnes qui ont participé à ces 6 heures qui se sont conclues par l'intervention d'un des quatre marins de Toulon, incarcérés pour la diffusion de Col Rouge et avec la projection de « Avoir vingt ans dans les Aurès ». Les membres du groupe de soldats et d'anciens soldats ont ensuite appelé à la création d'un Comité de Défense des Appelés sur l'arrondissement.

## COGNAC BA 709

Juste avant leur libération, 4 soldats de la 08/73, avaient apporté leur signature à l'Appel. Nous nous excusons à nouveau de ce retard dans leur publication, qui porte à 18 le nombre des signataires.  
Sergent BOUTANT, CLC MOREAU Tony, LETOURNEUX, 1<sup>ère</sup> classe COHEN Jean-Charles.



## télévision

# UN JUIF COMMUNISTE

## L'HISTOIRE ET QUELQUES CLOPORTES

Si le feuilleton de série B intitulé « L'Orchestre Rouge » a été programmé sur la 2<sup>e</sup> chaîne, c'est en vertu d'une affaire de gros sous liant l'ORTF et la firme allemande de production, Bavaria... Le tollé unanime des anciens résistants contre cette réhabilitation grossière de la Gestapo n'y pouvait rien. Odieux, infâme et mensonger de l'avis de tous ; que les responsables de l'Office se le tiennent pour dit.

Reste le débat de mardi soir avec les invités. Marie-Madeleine Fourcade et M. Teyssandier (de la FNDIP) se sont érigés en juges de Léopold Trepper. En juges d'une vulgarité calomnieuse, rampante, passant d'un anti-communisme de guerre froide à la suspicion insinuante : un rescapé est toujours louche... Et la présence de Trepper était à leurs yeux suffisante pour le mettre au banc des accusés. Les deux compères justiciers ne se seront épargnés aucune bassesse : jusqu'à accuser Trepper de se faire une profitable publicité grâce à ce feuilleton dégueulasse...

Après un réquisitoire poignant contre le film, Léopold Trepper a émergé, carré et vigoureux comme un être aux prises avec des contradictions et une histoire qui le dépassent, mais qu'il défie. Pour le téléspectateur peu averti, sa seule biographie semble brouiller les pistes : juif, communiste, il travaille pour l'armée rouge au moment du pacte germano-soviétique auquel il ne croit pas ; rescapé de la résistance, il est emprisonné par

Staline à son retour en URSS ; libéré et réhabilité lors de la déstalinisation, il doit, à 71 ans, fuir l'anti-sémitisme qui sévit en Pologne. Comment être communiste et juif au moment de l'empoignade historique entre le nazisme et le prolétariat mystifié par le stalinisme, au moment où les héritiers d'octobre 17 sont persécutés et assassinés, au moment où il faut cependant faire face sans perdre de oemps.

Les Fourcade et Teyssandier ont voulu spéculer, petitement, frauduleusement, sur les ombres de cette tragédie.

Ils ont suggéré que l'emprisonnement de Trepper par Staline était la preuve de sa trahison ; alors que Trepper n'a fait que suivre, huit ans après, la voie de ses chefs, Berzine, Toukhatchevsky, Gallien, Yakir, assassinés par Staline en 38 ; il a été, comme il le rappelait lui-même, victimes des mêmes Béria, Jdanov, Vychinsky. Tout comme les anciens des brigades internationales en Tchèque, en Hongrie, en URSS même...

Ils ont voulu présenter Trepper comme un « espion russe », comme dans un vulgaire roman de Jean Bruce. Trepper a répondu posément, qu'il n'était pas un espion, ni un professionnel mais un militant, un révolutionnaire, arc-bouté à la cause de la classe ouvrière, de l'oppression du peuple juif. Mais, à peine ébauchée, cette réponse s'était, étranglée dans cette langue maladroite de l'émigré perpétuel, perdue dans une sorte de lassitude, de renoncement à reprendre l'explication, la démonstration pour de tels interlocuteurs. A quoi bon ?

Ils ont encore voulu accuser Léopold Trepper d'avoir travaillé non seulement contre le nazisme, mais aussi contre le France... Là encore, le vieux combattant se secoue, reprend le fil : après Munich, après l'abandon de l'Espagne républicaine, quel respect méritaient la France de Daladier, l'Angleterre de Chamberlain, ces démocraties bourgeoises faillies, banqueroutées. Mais l'argument reste en suspens, à nouveau submergé par la lassitude. Pour mener la bataille jusqu'au bout, il faudrait une cause qui en soit digne, celle du prolétariat mondial. Mais cette cause ne peut s'identifier à l'URSS de Staline, des procès de Moscou, du pacte germano-soviétique. Alors, il reste un combat solitaire, au nom d'une classe

ouvrière lointaine et silencieuse, puis, en dernier recours, dans une histoire enchevêtrée, démente presque, la fierté d'être juif : c'est l'ultime inspiration, le dernier défi...

Nous ne sommes certes pas d'accord. Il y avait une autre voie, mais tellement cachée, enfouie. Et si peu s'y sont tenus ! Devant Léopold Trepper, devant cette volonté, cette force tendue à travers l'histoire et toujours vive, malgré les coups, la persécution, les désillusions, le respect et la décence s'imposaient. Mme Fourcade et M. Teyssandier furent à l'opposé, mesquins, grossiers, médiocres, bêtes et pesants. Chacun donne la mesure qu'il peut ; ils ont donné la leur.

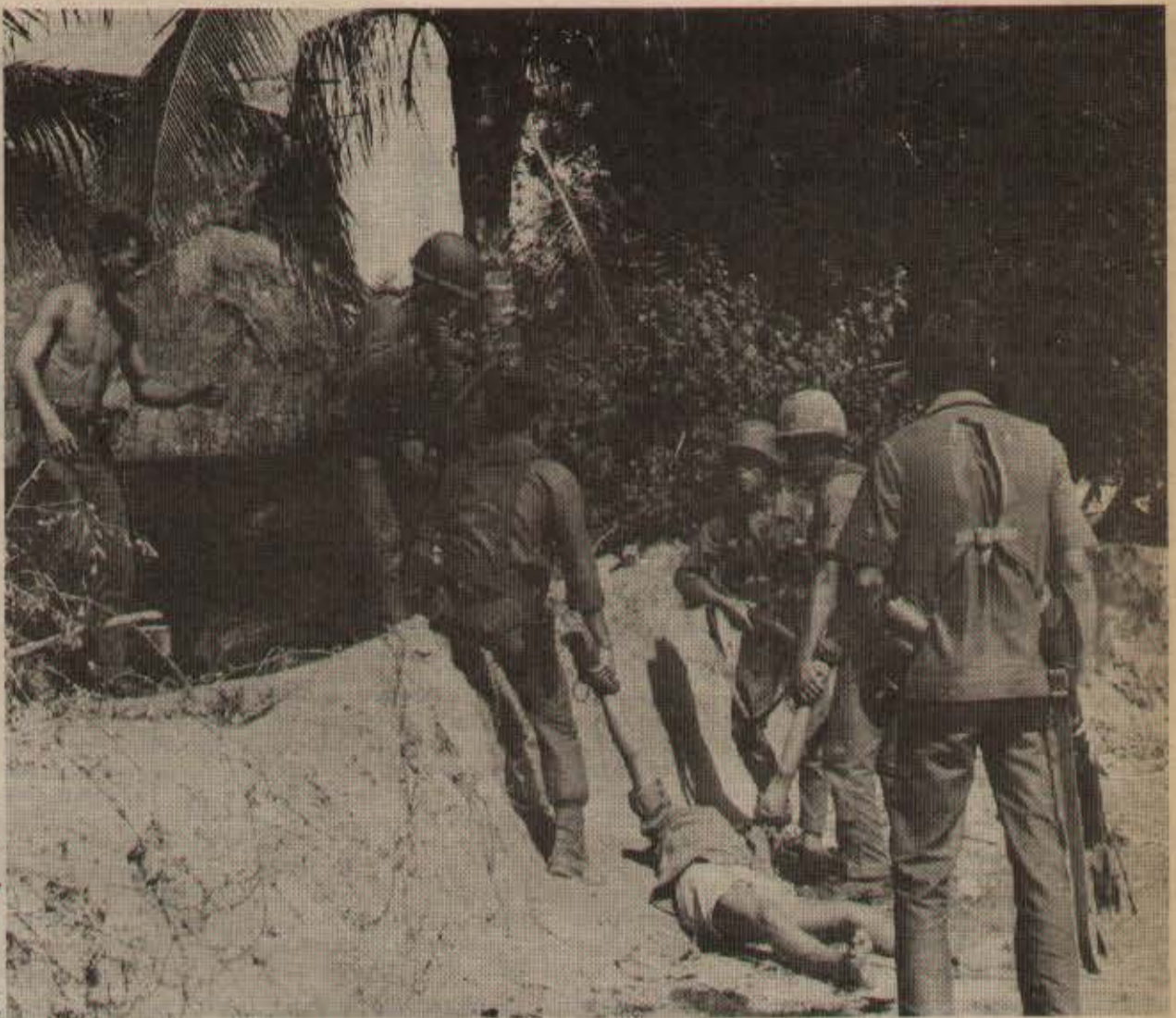
Un dernier mot sur la triste prestation de Marcel Paul, ancien ministre communiste. Attentif à ne pas heurter son « amie » gaulliste Fourcade, (au moment où, miroite l'union du peuple de France), soucieux de ne pas secourir un « espion russe » renié par Staline (au moment où le PCF se drape de tricolore et cocoricate à qui mieux-mieux), il s'est tu. Pas un mot de soutien de sa part à l'ancien militant communiste Léopold Trepper.

La soirée était navrante. Léopold-Trepper y tint le rôle tragique. Fourcade et Teyssandier, celui de policiers, Marcel Paul n'était que le marchand, à peine honteux de sa trahison et de sa lâcheté.



après  
la contre-conférence  
sur la banque mondiale

# PAS D'AIDE POUR SAIGON



**Jeudi 17 octobre, la Banque mondiale organisait à Paris une réunion — qui aurait dû rester secrète — afin d'assurer la mise sur pied d'une aide « multilatérale » au régime saïgonnais.**

La Banque mondiale. C'est-à-dire, pour reprendre l'expression de P. Jalée lors de la « contre-conférence » qui s'est tenue simultanément, un mandataire du système impérialiste. En effet, c'est sous son égide que se réunissent régulièrement des moratoires chargés d'« aider » des pays « sous-développés » à payer leurs dettes à l'égard des puissances impérialistes. Aide fournie moyennant « contrôle » de l'usage des fonds et « compréhension » de la part des gouvernements débiteurs à l'égard des « indications » des experts financiers et économiques. Sept pays dominent de fait cette banque dite mondiale : les USA et le Canada, la Grande-Bretagne, la RFA, la France, l'Italie et le Japon. Ils possèdent à eux sept 57 % du capital de la banque et 51 % des voix (les USA à eux seuls ont 25,66 % du capital et 22,54 % des voix).

L'objectif de cette réunion : appliquer — enfin — le « plan Kissinger », visant à dégager progressivement les USA du borbier indochinois en faisant prendre en charge le soutien des régimes fantoches par un consortium de puissances impérialistes. Il y a un an, les 15 et 16 octobre se tenait, déjà à Paris, une première conférence pour répondre au vœu américain. Sans résultat « satisfaisant ». Depuis, la Banque mondiale a multiplié les missions d'études à Saïgon. Et repart aujourd'hui à la charge, sous la direction de Mc Namara, l'un des responsables de l'escalade militaire des US contre les peuples d'Indochine. Outre les pays sus-nommés, se réunissaient le 17, l'Australie, le Danemark, la Finlande, les pays-Bas, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suède et la Suisse.

## ROMPRE LE SECRET

La Banque mondiale — et les gouvernements participants à ses projets — tiennent au secret. Il y a un an, un porte-parole de la Banque notait déjà que la mise en place de l'aide multilatérale à Saïgon était « une affaire terriblement délicate qui pouvait très facilement être mise en cause par une publicité indue ». C'était ce secret qu'il fallait tout d'abord rompre.

La presse révélait l'affaire (voir « Le Monde » du 21.9.74).

A l'initiative du Centre d'information critique sur l'actualité de l'Université de Paris VII et de l'Association pour la critique des sciences économiques et sociales, le projet d'une « contre-conférence » était lancé et repris en charge par de nombreux militants anti-impérialistes (et notamment du Front solidarité Indochine).

Le GRP pour sa part attaquait violemment et officiellement les projets américains. Les protestations se multipliaient. Chevènement (pour le PS) et Odru (pour le PC) furent amenés au Parlement à poser des questions écrites au Ministère des Affaires étrangères sur l'ordre du jour de la réunion de la Banque mondiale et l'attitude du gouvernement français à cet égard. A telle point que des responsables de la Banque éprouvaient à Washington le besoin de nier, le 16 l'existence de tout projet d'aide à Saïgon... quitte à se démentir le lendemain même dans les « secrets » des réunions au sommet des portés paroles du monde capitaliste.

Car jeudi 17, Bell, au nom de la Banque, a tout fait pour faire endosser par les participants de la conférence les desiderata américains. (voir Decornoy « Le Monde » du 19.10.74). Il aura été fermement soutenu par le Japon — principal appui aux dictatures de la région après Washington, la République fédérale allemande et le Canada.

## ET LA FRANCE ?

La Suède, elle, a protesté contre ce projet « d'aide » qui viole les Accords de Paris sur le Vietnam. La France et la Grande-Bretagne se seraient montrées « prudentes ». Mais la France est aujourd'hui l'une des puissances impérialistes les plus engagées auprès des Américains dans le soutien à Saïgon. C'est l'une des quatre, avec l'Allemagne fédérale, le Japon et les USA, à avoir fourni une aide financière à Thieu en 1973. Les industriels français sont parmi les seuls (en dehors des pétroliers) à avoir répondu — même si

faiblement — aux appels aux investissements lancés par Saïgon (voir « Rouge » N°236). Et aujourd'hui le « Ministre » fantôme Tran Van Don, ne quitte pas Paris les mains vides. **Le gouvernement français vient de décider d'accorder en 1974 une aide financière au moins équivalente à celle de l'année précédente.** (en millions de francs) !

Giscard président, suit la politique de Giscard ministre de l'économie et des finances (et celle de Pompidou) : l'ignorance du GRP.

La gravité de cette politique ne peut être sous-estimée, les crédits américains s'amenuisent : le Congrès à Washington vient à nouveau de réduire le soutien US en supprimant les crédits de 65 millions dévolus en principe à l'achat d'engrais pour Saïgon. Avec l'aggravation de la situation économique et sociale, l'opposition urbaine s'approfondit et s'élargit. La droite catholique se dresse, maintenant, elle-même contre le « clan » Thieu, consciente du danger que la corruption galopante fait courir au régime (voir Inprecor N°0 et 10). Encore une fois Paris accepte de fournir un ballon d'oxygène aux fantoches indochinois au moment où l'épreuve de force se dessine à Saïgon.

## SOLIDARITE

C'est cette politique que la « Contre-conférence » aura permis de mettre à jour et de dénoncer. Elle aura été essentiellement limitée aux milieux universitaires journalistes et économistes. Mais elle aura réuni, malgré le silence obstiné de « l'Humanité » à son sujet, des courants très divers. C'est en fait l'éventail de militants le plus large rassemblé dans une même action de solidarité depuis les Accords de Paris

en janvier 73. On trouve parmi les 120 signataires de l'appel et les participants à la conférence des universitaires étrangers qui ont préparé des rapports détaillés quand à l'activité de la Banque mondiale, tel Caldwell (Grande-Bretagne), Davico (Italie), Guardia (Chili), Kolko (historien américain), Saburo Kugaï (directeur de l'Institut des études américaines à Tokyo), etc.

Pour la France, les économistes Beaud, Bettelheim, de Brunhoff, Dumont, Jalée, Khebadjian, Nicolaï, Servolin, Singer, Vallier, etc. et de nombreux autres signataires : Boudarel, Bourdet, Brocheux, Brunhes-Delamaré, Chesnaux, Culioli, Daix, Chevènement, Debray, Faye, De Felice, Guérin, Guglielmo, Halbawachs, Hemery, Kahn, Lacouture, B. Lambert, Maitre, Minkowski, Motchane, Parmelin, Pignon, Rebérioux, Rousset, Schaub, Schreiner, Schwartz, Simon, Terray, Vidal-Naquet, Van Rege-Morter, etc.

Des représentants du GRP assistaient à la conférence à laquelle participaient aussi des membres de la 3<sup>e</sup> force sud-vietnamienne (avec un message du CC des « Forces libres du Vietnam » membre du « Front populaire vietnamien de lutte pour la paix » et la présence de l'ancien ministre de Diem : Nguyen Huu Chau).

Cette « Contre-conférence » fut un acte concret de solidarité qui contribua largement à faire de l'aide clandestine à Saïgon un problème politique public. L'action sur l'Indochine qui eut, en fait, l'écho le plus large depuis la manifestation européenne de Milan (mai 73). Elle doit permettre de relancer la lutte contre l'aide multilatérale aux régimes fantoches à l'heure où Paris débloque de nouveaux fonds et la Banque mondiale tente de coordonner l'ensemble du soutien en provenance des pays impérialistes.



## VIENT DE PARAITRE

le régime  
chancelant  
intensifie  
la répression.  
Pour la première fois  
depuis 35 ans les prisonniers  
politiques s'organisent et  
luttent aux côtés de la classe  
ouvrière

brochure en  
français et en espagnol

ZARAGOZA, BASAURI, SEGOVIA,  
CARABANCHEL, MARTUTENE, PAMPLONA...  
LOS PRESOS POLITICOS SE ENFRENTAN  
A LA DICTADURA FRANQUISTA.  
**¡ SOLIDARIDAD !**



SARAGOSSE, BASAURI, SEGOVIA,  
CARABANCHEL, MARTUTENE, PAMPLONA...  
LES PRISONNIERS POLITIQUES EN LUTTE  
CONTRE LA DICTATURE FRANQUISTE.  
**SOLIDARITE !**





« Henry Kissinger, votre vrai nom est Mohamed ou Yvanovitch Kissinger », le droit socialiste manifeste et retrouve la meilleure veine faciste...

israël

une interview du président de la ligue des droits civiques israélienne

# une société d'apartheid !

Le Monde du 10 octobre annonçait : « Plusieurs milliers de « colons sauvages » envahissent la Cisjordanie ».

Cette action s'inscrit dans le cadre de la tournée de Kissinger au Moyen-Orient un an après la guerre du Kippour.

La guerre limitée, déclenchée par les directions arabes, avait pour objectif de faire négocier les Israéliens grâce à une pression américaine.

Si le cessez-le-feu a pu être établi après le retrait limité dans le Sinaï, les négociations de paix n'ont pas progressé. L'état sioniste refuse les concessions demandées par les régimes arabes, concessions visant à justifier leur démission devant Israël.

Cependant, la mise en place du gouvernement Rabin a provoqué une surenchère fas-

Il existe dans le territoire sous contrôle israélien plusieurs zones et plusieurs catégories d'habitants : juifs ashkenasim et sépharadim, Palestiniens israéliens, Palestiniens des territoires occupés. Pourrais-tu d'abord expliquer la situation des Palestiniens vivant dans les territoires occupés ?

Je voudrais essentiellement parler des problèmes que rencontrent les Palestiniens dans leur vie quotidienne. Peu de gens savent que les Palestiniens étaient pour une grande part des travailleurs émigrés à Koweït, en Turquie, Grèce, etc. Lorsqu'on ajoute à ce phénomène l'exode de la guerre de 67 on comprend la diminution importante des Palestiniens sous occupation sioniste.

Ainsi, de nombreuses familles sont séparées. Il manque un père, un frère. Si cet être cher veut revenir cela lui est interdit exception faite 6 semaines pendant l'été. Pour que la famille soit réunifiée une seule solution : quitter le pays. C'est un premier problème qui doit sensibiliser l'opinion mondiale. Ensuite il faut connaître la situation vis-à-vis du travail. Les Palestiniens sont prolétarisés, exploités par une bourgeoisie étrangère. Les paysans disparaissent. L'industrie locale est écrasée par les produits fabriqués en Israël. Ainsi, la prolétarianisation se fait dans l'industrie israélienne hors des territoires occupés. Mais comme les Palestiniens ne peuvent dormir en Israël, chaque jour, ils sont transportés à l'usine sous contrôle armé.

Si un travailleur est manquant à l'appel, la police lui demande des explications. Non seulement le droit de grève est banni ainsi que l'absence individuelle, mais pendant la journée, il y a interdiction de quit-

ter l'usine. Contrairement à ce qui se passe pour l'ouvrier israélien, la paye ne se fait pas sur le lieu de travail. Le gouverneur militaire du village distribue l'argent quand bon lui semble. Il prélève alors 1/3 pour les « frais sociaux ». Le travailleur palestinien est de droit à la sécurité sociale. Mais s'il tombe malade, il doit dans son état, se rendre à l'hôpital le plus proche de son usine. Comme il ne peut le faire (nécessité du contrôle militaire, interdiction de dormir en Israël) ce droit est en réalité une fiction. C'est dans cet univers kafkaïen qu'est enfermée la population palestinienne dans les territoires occupés.

Peux-tu nous préciser la condition des Palestiniens dits israéliens.

Leur structure peut se résumer en définissant Israël comme un pays d'apartheid. 92 % du territoire est géré par le Fond national juif. La population arabe de nationalité israélienne ne peut y vivre. De même que pour les autres Palestiniens, les travailleurs dont nous parlons doivent chaque jour aller au travail et retourner le soir dans leur zone.

Je voudrais donner ici un exemple parmi d'autres des situations développées dans cette société d'apartheid. Le Kibboutz est présenté par les sionistes comme une institution agricole socialiste. C'est un mensonge. Les travailleurs arabes peuvent y travailler et non y vivre. Ils touchent un salaire de la collectivité-patron. Celle-ci, bien sûr réalise un bénéfice sur le travail effectué.

Que se passe-t-il si un Palestinien désire épouser une kibboutnik (situation digne de Roméo et Juliette) ? Il lui faut se convertir au judaïsme. Et cela lui est imposé même par les kibboutzim athées et socialistes...

cisante de la part de la droite sioniste. Opposée à toute négociation, cette droite s'appuie sur les forces religieuses, des fractions de l'armée, la bourgeoisie qui exploite le sous-prolétariat arabe.

Les incursions « sauvages » sont couvertes par le gouvernement israélien qui ne fait rien préventivement même s'il blâme le processus d'établissement.

Il joue ainsi sur les deux tableaux : se prévaloir d'une « pression populaire » et de ne pas accomplir des actions inassumables aujourd'hui.

Ci-dessus dans une interview donnée à Rouge, le docteur Shahak président de la Ligue des droits civiques israéliens décrit le cadre répressif de la société sioniste. Ce témoignage est accablant.

R. BRESTAR

...Ainsi, les arabes israéliens vivent dans un pays où ils ne peuvent s'installer pratiquement nulle part. Cette situation explosive est durement ressentie par les jeunes Palestiniens. C'est un facteur de politisation important.

Les juifs de quelque classe qu'ils proviennent sont globalement privilégiés par rapport aux Palestiniens. Néanmoins, la lutte des Panthères noires, a attiré l'attention sur le sort des juifs sépharadim (d'origine orientale).

Comme tu l'a rappelé les juifs dans leur entièreté sont privilégiés dans le système. Cela n'empêche pas les discriminations entre ashkanazim (juifs européens) et sépharadim de s'étendre davantage. Les premiers sont appelés le 1er Israël, les autres le second Israël. Les Palestiniens bien que vivant là ne sont pas comptabilisés !

La presque totalité des sépharadim sont pauvres et ont les emplois difficiles. Lorsque l'un d'eux « réussit socialement » il rompt avec sa classe et même en devenant le pire ennemi : 2 exemples significatifs : le président de la Discount Bank (2ème banque du pays), ou Halel, ministre de la Police chargé de réprimer les manifestations des sépharadim...

La répression politique s'est développée cet été avec l'arrestation de nombreux Palestiniens dans les territoires occupés. Quel est le sort de ces prisonniers ?

La répression s'est abattue sur la gauche palestinienne. Sur simple dénonciation des dizaines de personnes ont été incarcérées. Tous ces prisonniers sont battus par la police puis scientifiquement torturés pour obtenir des « confessions ». Le

but est de faire signer un papier, reconnaissant avoir agité contre Israël. Si le prisonnier signe sous la torture, puis se rétracte il est néanmoins condamné. S'il ne signe pas, il reste en détention administrative, sans jugement pour une durée illimitée.

La torture est relativement standardisée. Le prisonnier est interrogé nu, battu sur les organes génitaux. La cellule est minuscule, le sol est recouvert d'un ciment spécial à arêtes tranchantes. Chaque geste provoque une nouvelle douleur. Si le prisonnier est résistant il est pendu par les mains pendant de longues périodes.

Ces séances se doublent d'humiliations diverses. Si le prisonnier coopère avec ses bourreaux, il est perdu. Il faut insister sur la résistance des militants de gauche, qui, moralement armés, idéologiquement convaincus de la justesse de leur combat n'ont pas cédé, n'ont pas signé.

Quel est la position de la population israélienne par rapport aux tortures.

Nous nous battons depuis longtemps pour un tribunal d'enquête concernant la torture. Nous avons constaté que la population juive, croyant à la nécessité absolue de l'Etat sioniste refuse de s'intéresser au sort des non-juifs. Par-delà des exceptions individuelles, cette attitude est systématique. Alors bien que nous ayons pour vocation de travailler avec tous ceux qui veulent défendre les droits civils, nous voyons que de fait seuls les anti-sionistes et leurs organisations nous aident. Cela concerne principalement le PC (Rakah) et Matzpen Marxiste (4° Internationale). L'attitude que j'ai décrite pour Israël est parallèle à ce qui existe pour la communauté juive hors de l'Etat hébreu...



# QUAND GRINCENT LES COUCOUS



Le raciste Denner vu par « La Brèche »

Il régnait comme une odeur de soufre en Suisse ces derniers temps... brochures, tracts, affiches, mêmes les ronds de carton sous les verres de bière s'étaient animés et éveillés à la politique ! On était loin de l'image d'Epinal du petit pays tranquille des banquiers et des horlogers... L'intérêt national était en jeu et le peuple a tranché : 66 % de non à l'initiative xénophobe.

C'était la 3<sup>e</sup> initiative xénophobe visant à limiter à 500.000 le nombre des immigrés en Suisse. L'« Action nationale » créée en 61 « pour lutter contre l'emprise étrangère » avait déjà remporté 40 % de voix en 70. L'A.N., comme le MNA (Mouvement national d'action républicaine de Schwarzenbach, qui cette année s'est opposée à l'initiative jugée trop peu raisonnable), c'est l'anticommunisme et le nationalisme à l'état pur.

C'est le soutien politique au colonialisme et au racisme, le soutien à la junte fasciste grecque, le soutien aux bombardements US au Vietnam, le soutien à la junte de Pinochet et une campagne hystérique contre la venue des réfugiés chiliens en Suisse. Sa fonction aujourd'hui c'est donner un fondement idéologique aux inquiétudes et frustrations ressenties par de larges couches de la population, leur proposer l'utopie réactionnaire d'un retour au bon vieux temps et le maintien de la patrie et de son identité nationale. Ils exploitent le climat d'ensemble de tension entre travailleurs suisses et étrangers.

Quant au « Non » défendu par l'ensemble de la bourgeoisie, c'est lui aussi un « non » d'intérêt national. C'est le nom des banquiers conscients de la « place que tiennent les étrangers dans l'économie nationale », conscients « qu'une réduction massive de main-d'œuvre affaiblirait notre capacité productive considérablement », donc freinerait les capacités d'investissement donc amènerait moins d'argent dans les coffres forts, etc. C'est le « non » du « Comité de défense des contribuables » qui publie d'énormes affiches qui vont droit au portefeuille de chacun « voulez-vous aussi payer leurs impôts ? Vous devrez remplacer un contribuable sur 4... défendez votre niveau de vie. Votez non ! ». C'est le « Non » de ceux qui comme un lecteur de la Tribune disent : « le sale travail, nous voulons le faire nous-mêmes avec notre initiative ! Trouvez-vous cela très rigolo ? Moi pas, et je voterai non ! ». C'est le « Non » d'une bourgeoisie qui ne veut pas payer le déficit de 700 millions de francs suisses de l'équivalent de la Sécurité sociale qu'entraînerait le départ des

étrangers, au moment justement où la population suisse vieillit ! C'est le « Non » d'une grande bourgeoisie du gouvernement fédéral qui défend ses intérêts économiques mais aussi politiques. Car comme le clame une affiche le « Oui » signifierait « crise économique chômage, effondrement des finances publiques, troubles et conflits sociaux, désordre dans la rue et dans les entreprises ». Voilà pourquoi ils jugeaient l'initiative antisociale : elle risquait d'entraîner des troubles et peut-être même de nouvelles grèves comme il y en a eu dernièrement. Au sein de ce cœur de « non », trop bien orchestré par le gouvernement pour apparaître honnête aux travailleurs, le Parti du travail suisse a lui aussi mené une campagne terne qui n'a rien à voir avec des positions internationalistes, des positions de classe. Leur campagne tenait en 3 points, chasser les étrangers c'est « inhumain », c'est « économiquement suicidaire » et cela « divise les travailleurs » !

Seuls les militants d'extrême-gauche ont rompu le cercle infernal de l'intérêt national en menant pour le « Non » une campagne claire sur des positions de classe.

- libre circulation des travailleurs
- mêmes droits pour tous

Regroupés au sein des comités unitaires travailleurs suisses et immigrés, le CUTSI à Genève, Lausanne, dans le Tessin etc. ont mené une campagne massive d'explications par

meetings, tracts, brochures, affiches en 4 langues... à Lausanne, une manifestation unitaire de 2000 personnes le 12 octobre a montré qu'une propagande claire ne renforçait pas les positions des xénophobes comme le prétendait le Parti du travail.

Outre une participation active aux CUTSI, les militants de la LMR (section suisse de la IV<sup>e</sup> internationale) ont mené une campagne active sous le signe de l'internationalisme prolétarien se concluant par 3 meetings centraux à Lausanne, Genève, Zurich. Mais la bourgeoisie helvétique a jugé bon de ressortir un vieux article de loi interdisant les orateurs étrangers prévus : Sally N'Dongo de l'UGTSF, un camarade du FCR, un camarade des GCR italiens, un camarade de la LCR-ETA (VI). Avec l'aide de la vidéo, leur participation a pu avoir lieu.

Aujourd'hui, les financiers helvétiques respirent d'aise, heureux d'avoir « l'entière du peuple » avec eux, ils vont pouvoir préparer une « réduction sans rupture (du nombre des étrangers), sans choc en retour » (14.10 Tribune de Genève). Autrement dit :

- renforcer la sélection à l'entrée
- intégrer les couches de travailleurs dont ils ont besoin y compris en leur donnant quelques miettes de liberté.

Autrement dit, plus que jamais la campagne des militants marxistes révolutionnaires contre la xénophobie et le racisme va continuer.

Le 22.10.1974  
TRITON

# Italie QUELLES SOLUTIONS ?

En plus de la crise gouvernementale actuelle, la vie politique italienne est dominée par trois problèmes : la mise au chômage technique de 71.000 ouvriers de la FIAT, la campagne sur les diverses tentatives de coup d'Etat, l'introduction à l'école de structures participationnistes.

La dénonciation des tentatives de coup d'Etat qui se sont succédées dans les sept dernières années correspond à une exigence précise pour la bourgeoisie italienne : bloquer tout projet qui pourrait rendre incontrôlable la dynamique d'affrontement entre les classes, en épurant l'appareil d'Etat des éléments les plus activistes, en redonnant une crédibilité aux organes centraux de l'Etat. Mais des contradictions apparaissent. En dénonçant la droite qui ensanglante le pays avec des bombes, qui utilise certains officiers des services secrets et de la police, la Démocratie-chrétienne essaie de récupérer certains secteurs de l'électorat du mouvement fasciste « MSI ». Mais ces secteurs ne rentreront jamais dans l'aire d'influence de la Démocratie-chrétienne sans une rupture nette avec le PCI.

En même temps, le « compromis historique » ne pourra voir le jour que si la Démocratie chrétienne rompt avec ses fractions les plus à droite. Le rapprochement avec le PC et la récupération des voix de droite entrent donc en contradiction. En menant la campagne

« anti-golpiste », la Démocratie-Chrétienne ne fait aucun choix politique.

La bourgeoisie italienne est ainsi à un carrefour entre la marche vers l'Etat fort et l'ouverture au PCI pour une expérience de collaboration de classe. Elle cherche à gagner du temps pour mieux évaluer les rapports de forces et payer le prix le plus faible à la crise de direction qu'elle connaît. C'est dans ce cadre général qu'il faut comprendre et la crise gouvernementale et l'attaque frontale contre l'emploi à la FIAT.

## LA CRISE GOUVERNEMENTALE

La crise gouvernementale a été déclenchée par les sociaux-démocrates sous la pression dite de l'ambassade US. Ceux-ci cherchent à forcer la Démocratie-Chrétienne à un choix politique définitif.

Il reste à construire une nouvelle unité de la bourgeoisie autour d'un programme autoritaire. Serait-elle capable de la mettre en œuvre, ou doit-elle tendre à une cooptation du PCI au

gouvernement, ou, comme il est dit plus pudiquement, dans l'« aire du gouvernement » ? La réponse dépend essentiellement de l'évolution du rapport de forces et de la capacité des directions ouvrières traditionnelles d'empêcher un soulèvement ouvrier de vaste ampleur contre le prix que les travailleurs payent dans cette phase de crise économique.

C'est pourquoi l'initiative de la direction de la FIAT n'est pas seulement dictée par des exigences de production : elle prend valeur d'un test politique et force les syndicats à prendre une position précise : sont-ils disposés à « collaborer » pour la reprise économique, en acceptant la baisse du pouvoir d'achat et le chômage, ou seraient-ils poussés, comme en 68-69 à « chevaucher le tigre » de la colère ouvrière et contraints d'organiser une dure riposte face aux manœuvres patronales ?

## LA STRATEGIE DU PCI ET DES SYNDICATS

Les syndicats et le PCI n'ont pas une stratégie bien précise. Pour engager un processus de collaboration de classes organique avec la bourgeoisie, ils devront réclamer quelques garanties sur le terrain du chômage, des prix, de certaines « réformes ». Mais c'est un terrain sur lequel la bourgeoisie ne peut moins que jamais, faire des concessions. L'autre carte du PCI et des syndicats peut consister à imposer leur participation au gouvernement sur la base d'un mouvement de luttes. Mais c'est une carte risquée qui suppose un affrontement très dur que le PCI voudrait éviter. La situation est donc caractérisée par une impasse gigantesque et la décantation de la situation dépend du comportement de la classe ouvrière. Sans riposte suffisamment rapide et violente à l'attaque patronale, un projet de stabilisation peut être envisagé qu'il prenne la forme d'un renforcement de l'appareil d'Etat, de la création d'une république présidentielle ou

d'un coup d'Etat qui aurait des conséquences à long terme.

Si au contraire, survient une riposte prompt et dure qui tend à désorganiser le PCI et les syndicats, l'entrée du PCI au gouvernement pourrait être le « dernier recours » de la situation. Le débat dans la classe ouvrière devra alors nécessairement porter sur les risques d'une issue « à la chilienne » à une telle solution.

## L'INTERVENTION DES REVOLUTIONNAIRES

Les axes centraux de l'intervention consistent à pousser à une vigoureuse reprise des luttes et à leur centralisation, promouvoir partout des instruments de démocratie ouvrière rejeter la « normalisation » à l'école, riposter à l'augmentation des prix par l'imposition d'une véritable échelle mobile des salaires, riposter aux licenciements par l'imposition de l'échelle mobile des heures de travail, réclamer un gouvernement ouvrier basé sur les organes démocratiques de lutte des travailleurs, organiser systématiquement l'autodéfense contre les bandes armées, mener une vigoureuse campagne pour les droits politiques et syndicaux des soldats.

Mais ces axes ne sont pas complètement repris par les groupes les plus importants de l'extrême-gauche italienne.

A propos de l'école, l'ensemble des groupes a une attitude ambiguë sur la participation aux conseils « démocratiques ». Face à la crise économique, ils continuent de faire la cour à la soi-disant « gauche syndicale », lançant des mots d'ordre confus et minimalistes. Dans ce cadre, s'ouvre pour la première fois depuis 68, la possibilité pour les Gruppi Comunisti Rivoluzionari (section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) de se présenter comme un pôle alternatif face aux courants centristes.

Edgardo Pellegrini  
Séraphin Lampron